

INHUMATION DU CHAHID DU DEVOIR NATIONAL
ZNANDA MOSTAFA À TÉNÈS
**Le Président Tebboune présente
ses condoléances à la famille
du défunt et à l'ANP**

P. 24

PROJET DE LOI INSTITUANT LE 08 MAI 1945,
JOURNÉE NATIONALE DE LA MÉMOIRE
**Le Bureau de l'APN transmet
les amendements à la commission
compétente**

P. 4

LEVÉE GRADUELLE DES MESURES DE CONFINEMENT

Entre le laisser aller des uns, et l'angoisse des autres

Les expériences de pays ayant levé le confinement doivent servir d'exemple pour la démarche à adopter. Au moment où l'Organisation Mondiale de la Santé alerte sur une sérieuse persistance de la pandémie, et alors que les chiffres sur le nombre de cas confirmés tardent encore à amorcer une courbe descendante en Algérie, il n'y a certes pas matière à angosser, mais il est impératif de réduire les comportements du laisser-aller, synonymes d'une propagation accélérée du virus.

Pp 8-10-11 **DKnews**



APN

Raouia présente le projet de loi de règlement budgétaire de l'exercice 2017

P. 3

EDUCATION NATIONALE

"Des assises consacrées à la réforme du système conformément aux objectifs du secteur"

P. 3

CULTURE DE L'ARGANIER

Une expérience pilote à Chlef pour développer la filière en Algérie

P. 6

SANTÉ

NOYADES

Des réflexes simples pour les éviter

Pp 12-13

F TBALL

EQUIPE NATIONALE (A')

Bougherra nouveau sélectionneur

P. 21



ARCHIVES DE LA COLONISATION EN FRANCE

Des associations et des historiens plaident pour "l'accès immédiat"

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Un terroriste se rend aux autorités militaires à Adrar

P. 24

TIZI-OUZOU

Un agent forestier blessé dans l'explosion de trois bombes artisanales



Un agent forestier a été légèrement blessé hier (dimanche) dans l'explosion de trois bombes artisanales lors d'une intervention contre un feu de forêt dans la région de Draa El Mizan au sud-ouest de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris lundi du conservateur local des forêts.

Youcef Ould Mohammed a indiqué à l'APS, que l'explosion a eu lieu vers 13h dans la forêt de Béni Khefoune relevant du canton de Tazrout (Draa El Mizan), où une brigade forestière de première intervention était en opération pour l'extinction d'un incendie.

Le souffle de l'explosion des trois bombes artisanales a projeté un agent lui causant diverses contusions et une blessure à la main gauche, a-t-on ajouté de même source.

Le blessé a été évacué par ses collègues forestier vers l'hôpital de Draa El Mizan où il a été mis en observation.

Il subira lundi d'autres examens notamment des radios, a ajouté M. Ould Mohammed.

L'intervention des agents de la conservation des forêts et de la protection civile dans certains massifs forestiers de la wilaya, qui étaient des fiefs de groupes terroristes durant la décennie noire, tel que Draa El Mizan, Sidi Ali Bounab, Mizrana, entre autres, comporte toujours des risques en raison de présence de bombes artisanales enfouies par des terroristes, minant ainsi plusieurs massifs de la wilaya, a-t-il relevé. En 2012 cinq personnes qui travaillaient dans un champ à Sidi Ali Bounab, ont été blessées dans l'explosion d'une bombe artisanale, alors que quelques autres incidents similaires ont été enregistrés dans ce même massif et dans certains autres, a encore rappelé le conservateur local des forêts.

TIPASA

Repêchage au large de Cherchell d'une 3^{ème} dépouille en 72 heures



Un corps a été repêché au large de Cherchell, littoral ouest de Tipasa, par des pêcheurs portant à trois le nombre de dépouilles repêchées en l'espace de 72 heures, a-t-on appris auprès des services de la protection civile de la wilaya.

Les agents de la protection civile sont intervenus pour le transport d'une dépouille qui s'était accrochée aux filets d'une embarcation de pêcheurs de Cherchell lors d'une sortie de pêche en profondeur", a-t-on ajouté de même source. Il s'agirait, est-il précisé, de la dépouille d'un homme d'une vingtaine d'années (trouvée dans un état non encore dégradé).

Elle a été transférée du port de pêche de Cherchell à la morgue de l'hôpital de Tipasa.

Selon la même source, cette découverte est la troisième du genre enregistrée sur le littoral ouest de Tipasa en l'espace de 72 heures, après deux autres opérations distinctes réalisées par les forces maritimes qui avaient repêché deux dépouilles non identifiées à Damous (jeudi) et Cherchell (vendredi). Une enquête a été ouverte par les services judiciaires compétents pour déterminer les circonstances des noyades en mer, après autopsie.

Selon les premières informations fournies par la même source, les dépouilles non identifiées, découvertes dans trois opérations distinctes, seraient celles de "jeunes, ayant la vingtaine, qui seraient morts depuis quelques jours seulement, car leurs corps n'ont pas atteints un état de décomposition avancé".

ORAN

Démantèlement d'une association de faussaires



Les services de la sûreté de daïra d'Aïn Turck (Oran) ont démantelé une association de malfaiteurs composée de trois individus faussaires de billets de banque qui font également dans le trafic de comprimés psychotropes, a-t-on appris dimanche auprès de ce corps de sécurité.

Agissant sur informations faisant état de la présence d'un groupe d'individus dans une maison à Aïn Turck suspecté de trafic de psychotropes et de faux billets, les policiers qui avaient suivi leurs mouvements sont parvenus à mettre la main sur un membre du réseau en possession de 21.000 DA en faux billets de 1.000 DA qu'il s'appropriait à mettre en circulation et à saisir 200 comprimés psychotropes lors de la perquisition de son domicile, en plus de l'arrestation de son acolyte, a-t-on indiqué.

Des équipements et matériel utilisés dans la contrefaçon, dont une imprimante couleur et une machine à découper le papier, ont été également saisis et trois mis en cause dans cette affaire, dont deux repris de justice, ont été placés en détention provisoire, a-t-on signalé de même source.

ILLIZI

Résultats "encourageants" d'une expérience de la culture du safran à In-Aménas



Des résultats "encourageants" ont été obtenus d'une expérience de la culture du safran, effectuée sur une superficie de 15 m2 au niveau d'une exploitation agricole privée à In-Aménas (wilaya d'Illizi), a-t-on appris lundi auprès du propriétaire de cette exploitation agricole.

La culture du safran à In-Aménas, est considérée comme une première expérience réussie, ce qui assure l'adéquation des conditions climatiques de la région pour cultiver ce type de plante aromatique, à forte potentielle de valorisation commerciale, a précisé Moumen Fateh qui occupe également le poste du subdivisionnaire agricole à In-Aménas.

Cette expérience a encouragé plusieurs jeunes agriculteurs de la région à cultiver cette plante très demandée sur les marchés nationaux et internationaux, a-t-il indiqué, signalant que sa culture est peu coûteuse et ne nécessite pas une grande surface.

Destinée à la consommation ou la commercialisation, la récolte de safran, appelé aussi l'or rouge, se fera souvent avec beaucoup de précautions, a-t-il fait savoir.

CORRUPTION - OUM EL BOUAGHI

Le P-APC de Ksar Sebihi et son adjoint suspendus de leurs fonctions



Le wali de Oum El Bouaghi a suspendu, à titre conservatoire, le président de l'Assemblée populaire communale (P/APS) de Ksar Sebihi et son adjoint consécutivement aux poursuites judiciaires dont ils font l'objet et leur placement sous contrôle judiciaire, ont indiqué dimanche les services de la wilaya.

La décision du wali Zinedine Tibourtine intervient suite à "une notification de poursuite judiciaire" émanant du Procureur général près la Cour de Oum El Bouaghi et conformément à l'article 43 du code communal, a précisé la même source.

L'article 43 du code de la commune stipule que "tout élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour un crime ou un délit en rapport avec les deniers publics, pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires, ne peut poursuivre valablement son mandat électif, et est donc suspendu par arrêté du wali jusqu'à l'intervention du jugement définitif de la juridiction compétente".

"En cas d'acquiescement, l'élu reprendra automatiquement et immédiatement ses fonctions", stipule encore le même article.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

144 morts et 2946 blessés en 3 mois dans des accidents imputés à des motocyclistes



Les services de la Sûreté nationale ont enregistré, en trois mois, plus de 2400 accidents de la route occasionnés par des conducteurs de motocycles de différentes cylindrées, faisant 144 morts et 2946 blessés, a indiqué lundi un bilan de la Sûreté nationale.

"Durant la période s'étalant de mars à mai de l'année en cours, les services de la Police ont enregistré 2447 accidents de la route dans lesquels ont été impliqués 2608 conducteurs de motocycles de diverses cylindrées, faisant au total 2946 blessés et 144 morts", précise le communiqué.

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) appelle les conducteurs de motocycles à faire preuve de prudence et de vigilance, ainsi qu'au strict respect des lois, des règles de sécurité routière et des mesures préventives, à l'instar du port du casque.

La DGSN exhorte également les motocyclistes à "éviter les manœuvres dangereuses et les exhibitions sur la voie publique".

A travers ses supports de communications (site électronique, réseaux sociaux, émission radiophonique et campagnes de proximité), la Sûr été nationale œuvre à "diffuser une culture routière sûre chez les usagers de la route afin de réduire les accidents de la circulation", précise le communiqué.

Les services de Police veillent à l'accomplissement de leur devoir pour préserver les biens et la santé du citoyen, et organiser le trafic routier.

La DGSN rappelle son numéro vert 1548 mis à la disposition des citoyens 24h/24h pour répondre aux préoccupations et recevoir tout signalement, a conclu le communiqué.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

La mouture proposée offre un "socle légal" à l'intervention de l'ANP (Expert)

L'article 31 de la mouture de la révision de la Constitution offre "un socle légal" à l'intervention de l'Armée nationale populaire (ANP) en dehors du territoire national, dans le cadre des interventions de maintien de la paix, a souligné dimanche à Tizi-Ouzou, le Professeur Karim Khelfane, membre du Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour une révision constitutionnelle.

"Le Comité a voulu à travers l'article 31 de cette mouture donner un socle légal à l'intervention de nos forces armées en dehors du territoire national dans le cadre des interventions de maintien et de restauration de la paix de l'Organisation des nations unies (ONU)", a-t-il expliqué sur les ondes de la radio locale.

Une intervention, a-t-il souligné qui "cadre avec les fondamentaux de la politique étrangère algérienne basée sur la non ingérence dans les affaires internes des Etats, la non utilisation du territoire national pour l'agression d'un pays tiers et de n'intervenir que pour la résolution des conflits".

Elle est, a-t-il poursuivi, "conditionnée par la décision du président de la République, qui est le chef suprême des armées, dont les prérogatives en la matière sont définies par l'article 95 qui l'autorise à prendre une telle décision après l'aval des 2/3 du parlement", déplorant, à l'occasion "une ambiguïté" entretenue sur ce point. L'expert fera remarquer lors de son intervention que "la sécurité nationale devra épouser l'évolution des contextes régional et mondial et n'est plus aujourd'hui liée à la seule défense de nos frontières". Une évolution qui "devra intégrer les différentes menaces qui nous entourent, le terrorisme transfrontalier, la migration clandestine et la traite d'êtres humains, le trafic de drogue et le blanchiment d'argent" a-t-il ajouté.

Autre volet abordé par l'intervenant, la part réservée à la promotion des droits de l'Homme dans cette nouvelle mouture qui, a-t-il relevé "est passée de 42 articles dans la constitution en vigueur à 48 dans la mouture proposée et englobe 23 points relatifs aux droits de l'Homme, l'indé-



pendance de la justice et la lutte contre la corruption". A propos de ce dernier point, M. Khelfane a soutenu qu'il vise "avec le principe de la limitation des mandats électifs, élargie même à d'autres institutions élues, la moralisation de la vie politique et à promouvoir l'accès de la jeunesse à la gestion des affaires du pays".

"Nous avons réécrit, consolidé et apporté de nouveaux articles, qui de l'avis unanime de tous les critiques, consacrent d'avantage de droits au bénéfice du citoyen", a-t-il dit, citant le droit à la vie, l'accès à certaines ressources comme l'eau, les violences faites aux femmes et les discours haineux, soulignant, toutefois, que "la teneur de ces droits dépendra de leur application sur le terrain".

L'expert a, en outre, considéré lors de son intervention à propos de l'option d'un régime semi-présidentiel contenue dans cette mouture, que celle-ci est "inhé-

rente à la réalité contingente de la société algérienne" expliquant que le Comité d'experts s'est appuyé sur les expériences en la matière de plusieurs pays en voie de développement, à l'instar de ceux de l'Amérique latine et jusqu'à celle, récente de la Tunisie.

Il a, par ailleurs, souligné que le Président de la République, "répond à certaines revendications soulevées par la dynamique populaire en cours depuis le 22 février 2019 en décidant de recourir à un référendum populaire, après amendements du parlement", pour l'adoption de cette révision constitutionnelle.

"C'est une décision qui consacre le principe de la souveraineté populaire réclamée par le mouvement populaire qui veut que le dernier mot reviendra au peuple à travers l'application des articles 7 et 8 de la constitution en vigueur" a-t-il soutenu à ce propos.

APN

Raouia présente le projet de loi de règlement budgétaire de l'exercice 2017

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia a présenté lundi le projet de loi de règlement budgétaire de l'exercice 2017 devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une séance plénière présidée par Slimane Chenine, président de l'institution parlementaire.

Selon les chiffres présentés par le ministre, le montant global des recettes réalisées en 2017 a atteint 6.072 milliards de DA contre des prévisions établies à 5.635 milliards de DA dans la loi de finances du même exercice. Des recettes effectives réparties entre 3.945 milliards de DA de recettes ordinaires (64,97 %) et 2.127 milliards de DA de recettes issues de la fiscalité pétrolière (35,03 %).

Les dépenses budgétaires au cours de l'exercice 2017 se sont, quant à elles, élevées à 6.767 milliards de DA contre des prévisions établies à 6.883 milliards de DA.

Des dépenses effectives réparties entre 4.497 milliards de DA de dépenses de fonctionnement (66,46 %) et 2.270 milliards de DA de dépenses d'équipement (33,54 %). Concernant les transferts sociaux, le ministre a fait état d'un montant de 1.631 milliards de DA en 2017, en recul de 11,4 % par rapport à 2016.

Ces transferts recouvrent les affectations destinées au soutien au logement et estimées à 305 milliards de DA (-35 % par rapport à 2016), celles destinées au soutien aux ménages et estimées à 413 milliards de DA (-7 %), celles destinées au soutien aux retraités et estimées à 237 milliards de DA (-2 %) et enfin les affectations destinées au soutien aux personnes démunies, aux besoins spécifiques et à faible revenu et estimées à 147 milliards de DA (-10 %). En comptabilisant les dépenses imprévues, qui se sont élevées à 92 milliards de DA, le déficit réel du budget a atteint 786 milliards de DA.

Concernant la liquidité, la situation finale de l'exécution de la loi de finances 2017 a donné lieu à un déficit global du Trésor de l'ordre de 2.260 milliards de DA, couvert par le Fonds de régulation des recettes (FRR) et le mécanisme de financement conventionnel. Ainsi le FRR a été épuisé en 2017 suite au prélèvement d'un montant restant s'élevant à 838 milliards de DA.

Concernant le cadre économique, le ministre a précisé que le taux de croissance en 2017, s'était élevé à 1,4 %, contre 3,9 % prévu par la même loi de Finances du même exercice.

Le secteur des hydrocarbures a enregistré, cette même année, des recettes de l'ordre de 3.660 milliards DA, contre 4.071 milliards DA provisionnelles dans la loi de Finances, soit un écart négatif de 411 milliards DA. L'exercice 2017 a connu une baisse du taux de change, de 1,49 du dinar algérien (DA) face au dollar américain (USD), passant de 109,47 DA face au USD en 2016, à 110,96 DA en 2017. Quant aux taux d'inflation enregistrés en 2017, il était de l'ordre de 5,59 %, contre 4 % provisionnel. Les réserves de change ont atteint 97,33 milliards USD fin 2017, contre 114,14 milliards USD fin 2016.

La valeur des créances sur la dette publique s'est établie, fin 2017, à 5,056 milliards DA, soit 27 % du produit intérieur brut (PIB), dont 4,911 milliards DA pour la dette intérieure et 145 milliards DA pour la dette extérieure.

APS

EDUCATION NATIONALE

Des assises consacrées à la réforme du système conformément aux objectifs du secteur (ministère)

Le ministère de l'Éducation nationale a dévoilé un projet de réforme du système éducatif à travers des assises de diagnostic et d'évaluation pour l'amorce d'un dialogue national inclusif visant à tracer une feuille de route pour une réforme profonde du secteur.

Le document du projet remis par le ministère aux partenaires sociaux pour débat et enrichissement inclut "les détails du projet de réforme du système éducatif à tous les niveaux, à travers l'organisation d'assises de diagnostic et d'évaluation pour l'amorce d'un dialogue national inclusif avec la participation de toutes les parties concernées, loin des calculs et intérêts étroits".

Sont conviés à ces assises "les acteurs et partenaires du secteur aux différents niveaux de mise en œuvre de la politique d'éducation locale, de wilaya et nationale ainsi que les enseignants universitaires, des représentants du secteur de l'enseignement supérieur et celui de l'enseignement et de la formation professionnels, outre des établissements économiques, industriels, culturels et sociaux". Le ministère a cité, en outre, les principaux axes de ces assises à savoir: "l'évaluation des anciennes réformes initiées dans le secteur

de l'éducation, la méthodologie de réforme et les niveaux d'analyse et de synthèse des rapports", relevant que "l'objectif de cette opération était de parvenir à un diagnostic commun de la situation actuelle de l'école et la définition de ses points forts et faibles et de cristalliser une vision sur l'école escomptée". Ce document comporte également les réponses aux préoccupations des syndicats du secteur de l'éducation et des différents partenaires exprimées lors des rencontres bilatérales organisées avec le ministre, du 20 février au 12 mars dernier. Concernant le dossier des œuvres sociales, le ministère a décidé de proroger le mandat de la commission des œuvres sociales, au vu de la conjoncture actuelle qui ne permet pas d'organiser des élections ou des débats sur la gestion de ces œuvres, et ce en préservation des intérêts des fonctionnaires, à condition de ne pas appliquer leur programme de gestion et se contenter uniquement d'étudier les dossiers sociaux", a déclaré le coordinateur du Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Snapest), Meziane Merlane qui s'est dit "optimiste" du

contenu de ce document. Concernant l'examen du BEM, M. Merlane a fait savoir que la question faisait encore l'objet d'un débat, rappelant la proposition de son organisation syndicale consistant à "adopter la moyenne de 9/20 pour passer au secondaire, tout en permettant aux élèves dont les moyennes sont inférieures à 9/20 de passer cet examen ultérieurement".

Pour sa part, le président de l'Association nationale des parents d'élèves, Ahmed Khalel a estimé nécessaire "l'adoption de la proposition de la moyenne de 9/20 et plus pour le passage au lycée, tout en accordant une chance de se rattraper au reste des élèves", soulignant que "la tenue de l'examen du BEM dans ces conditions est inacceptable pour plusieurs raisons, notamment une suspension des cours durant six mois, un manque flagrant d'encadrement en raison des vacances exceptionnelles et le non parachèvement du programme du deuxième trimestre dans la majorité des établissements éducatifs". Concernant les préoccupations soulevées par les syndicats du secteur de l'éducation nationale et les différents partenaires lors des rencontres bilatérales, M. Sa-

dek Dziri, président de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), a estimé qu'elle ne sont pas "à la hauteur des aspirations de son syndicat", soulignant qu'elles "manquent notamment de précision en particulier en ce qui a trait aux statuts et à l'application du décret 14/266 portant sur le diplôme de licence et le DEA". Concernant le document sur la réforme du système éducatif, M. Dziri a dit qu'"il faut classer les priorités dans le volet socio-professionnel, car étant garant de la stabilité du secteur", insistant sur "la nécessité de constitutionnaliser certains articles qui préservent l'école algérienne dont le Conseil supérieur de l'éducation, qui doit relever de la présidence de la République et doit être inclus dans sa politique générale sur l'école nationale, loin de tout tiraillement". Par ailleurs, le président de l'Unpef a proposé au ministère de tutelle de revoir la date de la prochaine rentrée scolaire, et son report pour le enseignants à fin août ou début septembre, tout en excluant les enseignants concernés par les examens de cette mesure, soulignant que le ministère avait promis d'étudier cette proposition.

PROJET DE LOI INSTITUANT LE 08 MAI 1945, JOURNÉE NATIONALE DE LA MÉMOIRE

Les députés valorisent le projet de loi

les membres de l'Assemblée populaire (APN) ont valorisé dimanche le projet de loi instituant le 08 mai 1945, Journée nationale de la Mémoire, qualifiant cette décision de "courageuse et d'historique".

Durant la séance de la matinée de la plénière présidée par, M. Slimane Chenine, président de l'APN, en présence des ministres des Moudjahidines, Tayeb Zitouni, et des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, les interventions des députés ont focalisé sur l'importance que revêt ce projet de loi instituant le 8 mai 1945, Journée nationale de la Mémoire.

Pour Lakhdar Benkhellaf de l'Union Nahda-Adala-Bina, ce projet de loi "est une décision souveraine que nous devons ériger en pierre angulaire pour consolider l'histoire de l'Algérie dans la mémoire des enfants et de la jeunesse montante, à la faveur de mesures à même de nourrir leur patriotisme et leur fierté des hauts faits des aïeux".

Le député RND, Salah Eddine De-khili a plaidé pour la réservation d'un espace dans les grilles de programmes de tous les médias à la mémoire, pour son inscription dans les différents plans sectoriels à travers la consécration d'un livre d'histoire dans le cadre des prix de fin d'année et pour la création du Prix du Président de la République pour les meilleures œuvres relatives à la Mémoire nationale.

De son côté, M. Hacène Laribi (Union Nahda-Adala-Bina) a estimé que ce projet de loi constituait "un début d'éveil national qui doit être accompagné de mesures plus audacieuses en revendiquant fermement la restitution des crânes de Chouhada et les archives nationales, et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires de Reggane. Il a appelé, en outre, à l'ouverture de négociations sérieuses avec la partie française pour



l'examen de toutes les questions en suspens et pour parvenir à des solutions à la hauteur des sacrifices du peuple algérien. Pour le député Nazih Berramdane, l'adoption du 8 mai comme Journée nationale de la Mémoire constitue "un pas positif mais insuffisant dans le dossier des crimes de l'occupation française de l'Algérie".

Le député du Front de libération nationale (FLN), Lies Saadi a estimé, quant à lui, que le projet de loi sur la Mémoire nationale "n'est pas suffisant à lui seul et que la France doit reconnaître ses crimes en Algérie durant la période coloniale et demander pardon". Dans le même contexte, les interventions des représentants des différentes formations politiques ont mis l'accent sur l'importance de la criminalisation du colonialisme.

Par ailleurs, le député indépendant Abdelghani Douicher a souligné le

devoir de préservation de notre legs historique. Pour sa part, la députée Soumia Khelifi (FLN) a affirmé que la nouvelle Algérie "est encore fidèle au serment des Chouhada et à nos constantes". Le député Farida Ghemra du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a estimé que "cette loi intervient en commémoration des victimes des massacres du 8 mai 1945", relevant que "la commémoration de cet anniversaire doit être organisée au niveau des établissements d'éducation et des universités afin de transmettre le message des Chouhada aux générations montantes". Les interventions des autres membres de l'APN ont porté sur "la nécessité" de l'ancrage des éléments de l'identité nationale et des idéaux du 1er Novembre parmi les générations montantes ainsi que l'écriture de l'histoire des différentes périodes coloniales et non seulement celle de la Guerre de libération.

Tayeb Zitouni : «une "halte décisive" dans l'histoire de la lutte du peuple algérien contre le colonialisme»

Le ministre des Moudjahidines et des Ayant droits, Tayeb Zitouni a affirmé, dimanche à Alger, que la date du 8 mai 1945 avait été "une halte décisive" dans l'histoire de la lutte du peuple algérien contre "l'ignoble" colonisation française.

Lors de la présentation du projet de loi instituant la date du 08 mai 1945, Journée nationale de la mémoire, devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Zitouni a souligné, dans ce sens, l'impératif de "la préservation du message sacré de nos glorieux Chouhada" et de "l'attachement aux nobles valeurs Novembristes et aux idéaux que nous œuvrons à consolider dans les consciences en vue de préserver la mémoire de la Nation".

L'élaboration de ce projet de loi vient en application de la décision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion du 75e anniversaire des massacres du 8 mai 1945. "Notre Histoire demeurera toujours en tête des préoccupations de l'Algérie nouvelle et de celles de sa jeunesse, une Histoire que nous ne saurions, en aucun cas, omettre dans nos relations étrangères", a-t-il précisé, la décision d'instituer le 8 mai de chaque année, Journée nationale de la Mémoire", avait déclaré le président de la République. Le ministre des Moudjahidines a précisé, dans ce sens, que la Journée nationale de la Mémoire sera célébrée annuellement à travers l'ensemble le territoire national et au niveau des représentations diplomatiques à l'étranger, à l'instar de toutes les journées et fêtes nationales "en hommage aux martyrs de ces massacres et en gloire à de leurs positions héroïques, historiques et nobles". Il a fait état, dans le cadre de cette commémoration, de l'organisation d'actions et de manifestation, locales, nationales et à l'étranger en direction de la communauté nationale en vue de "valoriser notre legs historique et le transmettre à la jeunesse de l'Algérie indépendante afin d'immuniser la Nation et solidifier ses liens avec la patrie et sa glorieuse histoire, riche en hauts faits qui traduisent l'héroïsme et les sacrifices de nos aïeux pour notre liberté et indépendance". Le ministre des Moudjahidines avait affirmé, mardi lors de la présentation du projet de loi devant les membres de la Commission des Affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN que l'adoption de la date du 8 mai comme Journée nationale de la Mémoire permettra de "préservé la mémoire de la nation en cette période cruciale de notre histoire". "Elle contribuera également à la pérennisation de l'anniversaire de ces douloureux massacres, qui ont vu tombé en martyr des Algériens parmi les meilleurs enfants de la patrie partout sur le sol algérien, sortis dans des manifestations énormes et pacifiques pour rappeler à la France ses engagements et ses promesses à l'époque", a poursuivi M. Zitouni. Cependant, "le colonisateur français n'a pas hésité de réprimer les manifestants à travers une féroce campagne ayant fait des dizaines de milliers de victimes des pires formes de torture, de brutalité et de tueries les plus horribles qui demeureront une marque d'infamie sur le front des forces coloniales", a-t-il rappelé.

Pour sa part, la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés avait souligné dans son rapport préliminaire "l'importance" de la préservation de la mémoire et de la poursuite de la lutte contre toutes les résidus de la colonisation sur les plans social, politique et culturel. La Commission a suggéré l'introduction du dossier de la mémoire dans les programmes scolaires des différents paliers ainsi que la baptisation des quartiers et des institutions des noms des Chouhada des massacres du 8 mai 1945.

Le Bureau de l'APN transmet les amendements à la commission compétente

Le Bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a transmis huit (8) amendements proposés au projet de loi instituant le 08 mai 1945, Journée nationale de la Mémoire à la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés, a indiqué lundi un communiqué de l'APN.

"Le Bureau de l'APN, réuni lundi 22 juin 2020 sous la présidence de Slimane Chenine, président de l'APN, a examiné les douze (12) amendements proposés au projet de loi instituant le 08 mai 1945, Journée nationale de la Mémoire", a précisé le communiqué, relevant que le Bureau a décidé de "transmettre huit (8) amendements à la commission des affaires juridiques, administratives et

des libertés pour examen avec leurs auteurs, et refusé quatre (4) propositions d'amendements car ne remplissant pas les conditions de forme prévues par la loi".

Le texte sera soumis au vote lors d'une plénière prévue mardi. Les membres de l'APN ont valorisé dimanche le projet de loi instituant le 08 mai 1945, Journée nationale de la Mémoire, qualifiant cette décision de "courageuse et d'historique". Les interventions des députés ont porté sur "la nécessité" de l'ancrage des éléments de l'identité nationale et des idéaux du 1er Novembre parmi les générations montantes ainsi que l'écriture de l'histoire des différentes périodes coloniales et non seulement celle de la Guerre de libération.

RECENSEMENT DES CRIMES COLONIAUX

«Le travail des experts pas encore achevé en raison du nombre incommensurable de ces crimes»

Le ministre des Moudjahidines et des Ayant droits, Tayeb Zitouni, a indiqué, dimanche, que les experts qui se penchent depuis deux années sur le recensement des crimes commis par la colonisation française contre les Algériens du 1830 au 1962 "n'ont pu encore achevé leur travail en raison du nombre incommensurable de ces crimes". En réponse aux questions et préoccupations des députés à l'Assemblée populaire nationale (APN) concernant le projet de loi instituant la date du 08 mai 1945 Journée nationale de la Mémoire, le ministre a déclaré que "des historiens ont été chargés, il y a deux ans, d'un travail de recensement de tous les crimes commis par la France coloniale contre les Algériens entre 1830 et 1962",

précisant qu'ils "n'ont pu à ce jour les recenser tous en raison de leur nombre incommensurable".

Estimant impératif que la France reconnaisse ses crimes et restitue nos archives, M. Zitouni a fait savoir que son département s'attèle à la réalisation de documentaires sur toutes les wilayas depuis l'entrée de la colonisation en Algérie jusqu'à l'indépendance. "Quatorze documentaires sont finalisés", a-t-il ajouté.

Il a rappelé également que son département avait remis au ministère de l'Éducation nationale, il y a deux ans, des prototypes pour l'enseignement de l'histoire dans les trois paliers et que des contacts sont en cours avec le ministre de l'Éducation pour la signature d'une convention

sur la méthodologie de l'enseignement de cette matière. S'agissant de la question des crânes des leaders de la résistance populaire, le ministre a réitéré que "l'Algérie, peuple et gouvernement, reste attachée à cette demande et n'y renoncera jamais". Soulignant l'Algérie "n'a rien contre le peuple français, parmi lequel elle compte des amis ayant participé à sa guerre de libération", le ministre des Moudjahidines a soutenu que "les relations commerciales, industrielles et culturelles entre les deux pays ne sauraient peser devant la mémoire nationale".

Il a évoqué, à ce propos, le dossier des disparus durant la révolution nationale, et dont le nombre dépasse 2.200 Algériens outre le dossier des essais nucléaires

français dans le Sahara algérien qui "ont fait et continuent à faire des victimes".

S'agissant de la loi d'incrimination de la colonisation française, le ministre a tenu à souligner que cette loi "n'est pas seulement une revendication parlementaire mais aussi populaire", proposant l'association des historiens à l'élaboration de cette loi "afin de relancer d'autres dossiers".

Rejetant l'idée d'une loi "formelle" d'incrimination de l'occupation française, M. Zitouni a affirmé "nous n'avons pas besoin d'une loi à paraître uniquement sur le Journal officiel mais nous voulons une loi qui permet de relancer d'autres dossiers".

JIJEL Mise en échec d'une tentative de vol de 60m³ de sable de la plage Tassoussst

Les éléments de la gendarmerie nationale ont déjoué une tentative de vol de 60 m³ de sable de la plage de Tassoussst, dans la commune d'EL Emir Abdelkader, distante de 10 km à l'Est de Jijel et récupéré une quantité de 500 m³, a-t-on appris, dimanche, du chargé de communication du groupement territorial de cette institution, le capitaine Mohamed Hamada.

"Les éléments de la gendarmerie nationale ont mené, dimanche vers 4h du matin, une opération coup de poing sur la plage de Tassoussst pour mettre en échec une tentative de vol de 60 m³ de sable chargés à bord de 4 camions", a-t-il déclaré.

L'opération a également permis aux gendarmes de récupérer 500 m³ de sable qui étaient sur le point d'être dérobés et de saisir les quatre camions en plus d'une motocyclette qu'utilisaient les malfaiteurs pour surveiller les mouvements de la gendarmerie, a expliqué le capitaine Hamada.

La même source a aussi révélé que les éléments de la gendarmerie nationale ont intensifié leur présence pour neutraliser les différents réseaux spécialisés dans le vol de sable, "un phénomène qui a pris de l'ampleur ces derniers



temps et qui a créé un climat d'insécurité du fait de la conduite dangereuse des chauffeurs de camions qui roulent de nuit sans feux à contresens".

Il est à noter qu'outre la saisie de 12 camions, deux véhicules tou-

ristiques et d'une moto, depuis le début de l'année 2020, plus de 2 360 m³ de sable de plage ont été récupérés et 5 personnes ont été arrêtées pour vol de sables et présentées devant la justice, a-t-on signalé.

SIDI BEL-ABBÈS 150 foyers raccordés au réseau de gaz de ville à Tilouine

Quelque 150 foyers de la zone d'ombre de Tilouine dans la commune de Mustapha Benbrahim (Sidi Bel Abbès) ont été raccordés dimanche au réseau de gaz, a-t-on appris du directeur de l'Energie et des Mines.

Zennouche Yazid a indiqué, en marge d'une visite de travail et d'inspection du wali, Mustapha Limani, dans la daïra de Mustapha Benbrahim, que le projet s'inscrit dans le cadre d'un important programme de raccordement des zones d'ombre de la wilaya au réseau de gaz naturel pour un coût de 1,9 milliard DA.

Le programme financé de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'exercice 2019 comprend 49 opérations, a-t-il fait savoir, soulignant que 36 ont été concrétisées et mises en service et quatre 4 sont en attente d'achèvement des travaux du réseau d'assainissement, tandis que 9 sont en

cours de réalisation à des taux d'avancement variant entre 80 et 90%. Toutes les communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès sont raccordées au réseau de gaz naturel à cent pour cent et il ne reste que quelques zones secondaires à relief accidenté qui seront raccordées en parallèle avec l'achèvement de travaux d'assainissement.

Le wali de Sidi Bel-Abbès a inspecté, lors de sa visite dans la daïra de Mustapha Benbrahim, les projets de réalisation du réseau d'assainissement dans les douars de Gouassem et Ouled Larbi situés dans la commune de Telmouny, en plus de la mise en service d'un réseau électrique au profit de 50 habitations rurales dans la commune. Dans la commune de Belarbi, il s'est enquis de deux projets de réalisation de réseaux d'AEP et d'assainissement au village de Sbabha, ainsi que le projet de revêtement du chemin vicinal reliant Belarbi à douar Khemamla.

ANSEJ DE CONSTANTINE Des rencontres de consultation pour réformer le secteur

L'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) de Constantine a lancé un programme de rencontres de consultation avec les représentants des organisations locales activant dans le domaine des micros entreprises et de l'entrepreneuriat en vue d'étudier les propositions et les mécanismes à mettre en oeuvre pour "réformer" ce secteur, a indiqué dimanche le directeur par intérim de l'antenne, Okba Beloucif. "Ces rencontres qui s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle approche contenue dans le plan d'action du ministère de tutelle, visent à relancer ce secteur en associant, au travers la consultation, avec les différentes parties concernées notamment les associations, les fédérations et les organisations de jeunes versés dans le domaine de la micro-entreprise", a précisé le même responsable au cours d'une conférence de presse. Une première rencontre de consultation a regroupé récemment les responsables de l'ANSEJ et des représentants locaux des organisations concernées, des bureaux locaux de la fédération nationale des jeunes entrepre-

urs, du forum algérien de la promotion des jeunes, du forum algérien des jeunes et de l'entrepreneuriat et du groupement de soutien aux micros entreprises notamment, a détaillé M. Beloucif, mettant l'accent sur l'importance de la communication et de la consultation dans la réussite du projet de réforme du secteur. Le programme des rencontres de consultation, élaboré dans ce cadre, impliquera également des chefs de micros entreprises performatives et autres en souffrance pour permettre des "solutions de fond, puisés du vécu et des préoccupations de ces entreprises", a souligné M. Beloucif qui a appelé à l'enrichissement des propositions par les expériences de tous les intervenants concernés (entrepreneurs et porteurs de projets notamment). Le chef de service suivi, recouvrement et contentieux auprès de l'ANSEJ de Constantine, a indiqué, à ce propos, que l'amélioration des services assurée par les organismes d'assurances, comme la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) et la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intem-

péries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), a été parmi les principales recommandations exposées dans le cadre de la première rencontre de consultation tenue au siège de l'ANSEJ. La révision des calendriers de paiement des dettes, notamment pour les micros entreprises en souffrance, l'allègement des obligations de paiement des cotisations, notamment en cette période exceptionnelle marquée par la propagation du coronavirus qui a engendré une perturbation dans les activités économiques, ont été également soulevés au cours de cette rencontre, a souligné Abdelhakim Aouat. Des propositions pour une exploitation "rationnelle" du foncier existant, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et la révision du code des marchés pour les micros entreprises ont été mis en avant par les participants à cette rencontre de consultation qui sera suivie par des réunions similaires à organiser "cycliquement" pour un meilleur résultat, a indiqué le directeur par intérim de l'ANSEJ de Constantine.

RELIZANE Reprise de l'activité de l'Entreprise publique des transports urbains et suburbains

L'Entreprise publique des transports urbains et suburbains de Relizane a repris son activité dimanche, après un arrêt de plus de trois mois en raison des mesures de prévention contre Covid-19, a-t-on appris auprès de la direction des transports de la wilaya.

La décision de reprise de l'activité de cette entreprise a été prise dans le cadre de l'instruction du Premier ministre concernant les mesures complémentaires pour la deuxième phase de la feuille de route relative au déconfinement progressif et de la reprise de certaines activités commerciales, économiques et sociales, a-t-on souligné.

Cette entreprise, qui dessert les zones urbaines de Oued Rhiou, Zemmoura, Ammi Moussa, Yellel, et Relizane, s'est engagée à respecter les mesures préventives dont l'utilisation de 50 pour cent des capacités des bus, le port du masque de protection et l'espace entre les passagers, a-t-on fait savoir. Dans la wilaya de Tissemsilt, 120 transporteurs privés desservant les lignes intercommunales ont repris leurs ac-

tivités dimanche après un arrêt de plus de trois mois à cause de la pandémie du coronavirus, a-t-on appris du directeur des transports.

Sedrati Zinou, a déclaré que la direction en question a tenu une réunion la semaine dernière avec des représentants des transporteurs privés activant sur les lignes de transport intercommunal au sujet des mesures préventives contre le Covid-19 dont celle de désinfection quotidienne des bus. La direction des transports a initié, en collaboration avec la

wilaya et le groupement territorial de la gendarmerie nationale au premier jour de la reprise des activités des transporteurs privés, des rencontres de sensibilisation des transporteurs et des passagers sur les mesures de prévention contre le coronavirus. A noter que l'activité des taxis et de l'Entreprise publique des transports urbains et suburbains du chef-lieu de wilaya a repris la semaine dernière en application des mesures de déconfinement progressif prises par le Gouvernement.

MASCARA 950 millions de dinars pour 75 projets de développement

Une enveloppe budgétaire de 950 millions de dinars est consacrée à la réalisation de 75 projets de développement au profit des localités enclavées à Mascara, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication de la Wilaya. L'amélioration du cadre de vie des citoyens constitue l'objectif essentiel de l'opération financée par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et le Budget de la Wilaya, a-t-on pré-

visé de même source.

Les travaux engagés dans ce cadre sur le terrain portent, entre autres, sur l'ouverture de voies d'accès, la réhabilitation de routes communales, le raccordement au réseau de gaz naturel et autres actions ayant un impact direct sur la vie des citoyens, a-t-on expliqué. Selon la même source, pas moins de 958 projets de développement sont programmés à Mascara au profit de 369 zones reculées, qui ont été

recensées par la commission compétente présidée par le Secrétaire général de la Wilaya.

La concrétisation de ces projets comblera les besoins les plus importants des localités concernées, notamment en matière d'alimentation en eau potable et en gaz naturel, d'assainissement, d'électrification rurale, de désenclavement, d'infrastructures scolaires et sportives de proximité, a-t-on souligné.

SKIKDA Prévision de production de plus 794.000 de quintaux de céréales

Une production prévisionnelle de plus de 794.000 quintaux de céréales est attendue dans la wilaya de Skikda, au titre de l'actuelle saison agricole, a indiqué, dimanche, le chargé de communication de la direction locale des services agricoles (DSA), Babah Messikh. S'exprimant en marge du lancement de la campagne moisson-battage 2019/2020 à partir de la ferme pilote Larbi Daoudi dans la commune d'El Harouch, ce responsable a affirmé que la filière céréalière de la wilaya de Skikda prévoit pour une hausse de la production de plus de 17 000 qx en comparaison à l'année dernière. La campagne de moisson-battage 2019/2020 dans la wilaya de Skikda ciblera une superficie totale de 36 796 hectares, dont 27 000 ha de blé dur, 3 000 ha de blé tendre, 5 255 ha d'orge et 721 ha d'avoine, a-t-il ajouté. "Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour garantir le succès de cette campagne de moisson-battage devant se poursuivre jusqu'à la fin du mois de juillet", selon la même source qui a fait savoir que la DSA a accompagné

les agriculteurs tout au long de l'année à travers l'organisation de plusieurs campagnes de sensibilisation et de prévention contre les feux de récoltes et toute autre catastrophe. Pour cette campagne moisson-battage, plus de 166 engins ont été mobilisés au profit des agriculteurs de la wilaya selon un programme bien défini, a-t-on encore indiqué. Par ailleurs, M. Messikh a révélé que la wilaya de Skikda s'est spécialisée dans l'intensification des semences de céréales dans les communes de Sidi Mezghiche et El Harouch pour approvisionner plus de 15 wilayas du pays faisant état à cet effet de l'existence "d'une stratégie à moyen et à long termes de faire de la culture des semences de céréales la spécialité de la wilaya de Skikda". Il est à noter que le secrétaire général de la wilaya de Skikda, Mouloud Kanem a donné le coup d'envoi de cette campagne, organisée à l'initiative de la DSA en coordination avec la chambre locale d'agriculture et de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS).

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Nécessité de promouvoir la formation dans le domaine de l'industrie alimentaire à M'sila

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Horem Benfriha, a souligné dimanche à M'sila, la "nécessité de promouvoir la formation dans le domaine de l'industrie alimentaire en général et celui de la fabrication de fromage et l'apiculture en particulier dans cette wilaya".

A la faveur de sa visite dans un certain nombre d'établissements du chef-lieu relevant de son secteur, en compagnie du ministre délégué auprès du ministre de la Micro-entreprise, des Start-up et de l'Economie de la connaissance, chargé des incubateurs, Nassim Diafat, la ministre a déclaré que "la présence de trois entreprises spécialisées dans l'industrie alimentaire à travers la wilaya de M'sila est insuffisante au regard du potentiel dont dispose la wilaya, notamment dans l'élevage de bétail, de culture des fruits et légumes et de production de miel". Selon la ministre, "il s'agit de promouvoir la formation dans ces domaines et de les rendre accessibles aux jeunes, essentiellement ceux qui vivent dans les villages, les zones rurales et les zones d'ombre". "La formation est garantie pour ceux qui souhaitent effectuer un stage de formation par le biais d'un travail de coordination entre les collectivités locales et le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels pour assurer le transport des stagiaires et les apprentis de leur domicile vers les centres de formation, tout en assurant le transport du lait par des camions équipés acquis par les collectivités", a-t-elle ajouté. Concernant l'élevage et la production fromagère, Mme Benfriha a mis l'accent, au vu de la production abondante de lait réalisée par la wilaya de M'sila, sur "la nécessité impérieuse d'une formation spécialisée à cet effet, étant donné qu'elle permet aux jeunes de créer des entreprises à caractère alimentaire dédiées à l'exploitation du lait et de ses dérivés". La formation porte également, selon la ministre, sur l'élevage des ovins, caprins et bovins particulièrement dans les zones d'ombre, où les habitants vivent de ce genre d'activités, dont l'impact économique sur ces zones, notamment en matière de création d'emplois est réel. Visitant une exposition consacrée aux diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels bénéficiant de microcrédits, M. Nassim Diafat a relevé "le peu de projets développés dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes" bien que ce type de crédit ne contribue pas, selon lui, au développement de la micro-entreprise.

Le ministre délégué a émis, en ce sens une proposition qui consiste à "transférer à l'avenir tout projet de demande de microcrédit supplémentaire pour la création d'une entreprise à l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes". Une proposition "logique", selon M. Diafat, qui permet "l'utilisation des capacités financières de cette agence pour favoriser la création des micro-entreprises". A noter que la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a relevé, lors de sa visite dans une micro-entreprise de production de canalisations des eaux usées, la "nécessité d'améliorer la formation dans les zones d'ombre en impliquant des entreprises performantes", à l'instar de celle qu'elle vient de visiter. Cette entreprise ayant réclamé un investissement préalable de 10 millions de dinars avant de passer à 40 millions de dinars, fournit actuellement 36 wilayas du pays.

CULTURE DE L'ARGANIER

Chlef: une expérience pilote pour développer la filière en Algérie

Une expérience pilote pour la culture de l'arganier a été lancée par un investisseur privé de la région "Echott", dans la commune El Karimia (à l'est de Chlef), dans une perspective de valorisation et de développement de cette filière dans le nord algérien.

L'opération, ayant constitué dans la mise en terre de près de 200 plants d'arganiers, vise à savoir le niveau d'adaptation de cet arbre au microclimat du sud de Chlef, l'objectif principal étant, selon les chargés de ce projet, de "développer cette filière dotée d'un intérêt économique et commercial certain, outre sa contribution à la diversification des produits agricoles locaux", est-il signalé.

"L'idée d'investir ce domaine n'est venue suite au constat de l'intérêt grandissant des entreprises mondiales pour l'argan qui est exploité dans l'extraction de l'huile et la confection de produits destinés aux domaines de l'esthétique", a indiqué le porteur du projet Benhalima Selouatchi encouragé en cela, a-t-il dit, "par de précédentes expériences réussies dans la culture de plantes et d'arbres exotiques".

Relatant son parcours, M. Benhalima a particulièrement souligné le soutien et l'accompagnement assurés par la Conservation des forêts de Chlef, dont il a requis l'aide.

Non seulement cette dernière (Conservation des forêts) lui a fourni les plants d'arganiers nécessaires pour son projet, mais

également toutes les instructions techniques relatives au développement de cet arbre, a assuré l'investisseur, tout en se félicitant des "bons résultats" obtenus après plus d'un mois de mise en terre des plants d'arbres, dont le suivi du développement est assuré par lui, avec une aide de la part de techniciens de la Conservation des forêts.

Selon le constat fait par l'APS au niveau de cette plantation d'arganiers, les arbres sont irrigués par le système du goût à goût, au moment où l'intégration de la pisciculture dans le projet permettra à l'investisseur d'éviter les engrais chimiques et, partant, préserver la valeur naturelle de ses produits agricoles, notamment l'argan. "Cette expérience pilote de culture d'arganiers fait partie des plus importantes opérations lancées par la Conservation des forêts de Chlef, au titre des initiatives de développement de cette filière", a indiqué à l'APS le chargé de la communication auprès de la structure, Mohamed Boughalia.

Il a signalé d'autres expériences de moindre importance, tentées précédemment au niveau de la wilaya à partir de 2002, avec la culture de cinq plants d'arganiers, dont l'intensification et la multiplication a permis la mise en œuvre d'autres opérations similaires entre 2010 et 2016, avant d'arriver à la mise en terre en 2019, de 60 plants d'arganiers au niveau d'un périmètre agricole miroyen au chef lieu de wilaya. Selon des techniciens de la

AGRICULTURE INDUSTRIELLE

L'Office de développement de l'agriculture industrielle dans les régions sahariennes bientôt opérationnel

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari, a annoncé dimanche à Alger que l'Office national pour le développement de l'agriculture industrielle dans les régions sahariennes sera bientôt opérationnel, ce qui permettra, à l'aide de la technologie satellitaire, de déterminer les capacités de production dans le Sud pour une exploitation durable et une production agricole renforcée.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une journée d'étude sur l'utilisation des applications de la technologie satellitaire dans le domaine de l'agriculture dans les régions du Sud et les Hauts Plateaux, tenue en présence du ministre délégué chargé de l'Agriculture Saharienne et des Montagnes, Foued Chehat, de cadres et d'experts de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), de directeurs d'instituts techniques, du directeur du Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDEP) et du directeur général des forêts, M. Omari a précisé que cette rencontre visait à "définir une feuille de route sur l'exploitation des applications des technologies satellitaires (im ages, cartes et autres données) pour déterminer les périmètres agricoles devant abriter les grands projets en matière d'agriculture industrielle dans ces régions". Faisant suite aux décisions du Gouvernement relatives à l'accompagnement du ministère de l'Agriculture



La Chambre algérienne de la Pêche et de l'aquaculture (CAPA) a organisé la première session de la campagne nationale de sensibilisation et de formation au profit des professionnels du secteur, en vue d'instaurer un climat propice à l'exercice de l'activité de pêche, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Chambre.

PÊCHE

La CAPA organise une campagne de sensibilisation et de formation au profit des professionnels du secteur

Organisée du 8 au 18 juin courant, la première session de cette campagne avait porté sur les modalités de manipulation des équipements sensibles utilisés dans la sécurité et la navigation maritime ainsi que les nouvelles techniques de

pêche, a précisé la même source. Cette session avait pour objectif d'approfondir les connaissances des professionnels en matière de maîtrise des équipements technologiques modernes pour préserver la sécurité maritime. Organisée au profit de plus de 30 marins par jour, cette session a concerné les ports de Bouharoun, Khemisti, Cherchell (Tipasa), Zemmouri, Dellys (Boumerdes) et le port de pêche d'Alger. La deuxième session sera lancée dans les prochains jours au profit des ports de pêche des wilayas de l'est et l'ouest.

ment de la production agricole nationale, a-t-il soutenu. Le ministre a fait savoir qu'il sera procédé, lors de cette rencontre de coordination avec l'ASAL, à "la préparation d'un atelier national auquel plusieurs secteurs prendront part et qui sera consacré à toutes les applications numériques disponibles et à leur actualisation, outre la mise au point d'autres applications, en vue de cristalliser une vision claire sur les capacités existantes et les modalités de leur exploitation durable". Après avoir indiqué que l'Algérie dis-

pose de trois satellites, le Directeur général de l'ASAL, Azzedine Oussedik a affirmé que ces techniques de pointe, consistant à prendre des images et des données géographiques précises de l'espace saharien, "devront contribuer, dans une large mesure, au développement de l'agriculture saharienne". Ces images satellitaires prises de ces régions enclavées du pays constituent, selon M. Oussedik, un outil d'aide à la prise de décisions par les responsables, d'autant qu'elles fournissent des informations précises sur la concentration des eaux souterraines et délimitent les terres agricoles cultivables.

Cette technique est à même d'assurer des cartes thématiques d'une importance capitale pour exploiter de vastes surfaces sahariennes en agriculture, a fait savoir M. Oussedik, précisant que l'ASAL accompagne les différents secteurs, et à leur tête, l'agriculture, les ressources en eau et l'énergie pour délimiter ces régions par l'imagerie satellite.

Conservation des forêts, cette expérience, tentée à El Karimia, aigre de "bons résultats", ouvrant des perspectives d'avenir pour l'investissement dans la filière.

Soit un objectif en conformité avec les recommandations de l'atelier de travail national sur les perspectives de valorisation économique de l'arganier, organisé en septembre dernier à Adrar. "Il est impératif d'élargir la plantation de l'arganier à l'ensemble des wilayas dans le nord du pays, dont le climat est adapté à cette culture", a recommandé, pour sa part, Abdelhakim Djaâbou, inspecteur principal à la Conservation des forêts, se félicitant de l'orientation prise dans ce sens par des investisseurs de la wilaya.

Il a fait part de visites régulières, réalisées par ses services, à la plantation d'arganiers de l'investisseur Selouatchi pour "suivre le développement des arbres, dans cette région du Sud-est de Chlef, et faire la comparaison avec les autres expériences tentées précédemment dans le nord et le centre de la wilaya", a-t-il expliqué. Le coordinateur national de la filière de l'arganier, Ould Safi Mohamed, a assuré dans un entretien téléphonique avec l'APS, que l'expérience de la plantation de l'arganier à Chlef "est très encourageante", particulièrement, a-t-il dit, "eu égard au recul constaté dans la régénération de cet arbre endémique de la wilaya de Tindouf, en raison des changements climatiques, ayant touché cette région

notamment", a-t-il observé. Selon les informations fournies par M. Ould Safi, l'arganier est un arbre parfaitement adapté aux régions arides et semi-arides. Il peut supporter des températures au sol, (et à l'ombre), entre 5 à 50 degrés Celsius, et ne nécessite pas de gros besoins en eau. Généralement, la quantité d'eau nécessaire pour un hectare de blé peut suffire pour une vingtaine d'hectares d'arganiers. Cependant les fruits de l'arganier craignent le gel, a-t-il précisé.

"La réussite de cette culture est largement dépendante d'un micro climat exempté de ce facteur naturel (gel) qui impacte négativement sur le fruit, entre septembre et mai de chaque année", a expliqué M. Ould Safi.

Il a fait part d'une proposition introduite auprès de la tutelle portant sur un programme pour l'extension de cette culture sur une surface de 5000 ha entre 2020 et 2025.

Parallèlement à l'amélioration et à l'intensification des plants d'arganiers et la formation des représentants de la filière au niveau de chaque wilaya, aux fins de fournir l'aide technique nécessaires aux investisseurs. A noter que cet arbre est endémique de la wilaya de Tindouf, qui compte près de 5000 arganiers.

Son fruit est particulièrement recommandé pour les maladies de la peau, les produits esthétiques et l'extraction de son huile aux bienfaits multiples.

PÉTROLE

Le Brent à 42 dollars

Les prix du pétrole étaient proches de l'équilibre lundi, les investisseurs restant attentifs aux signaux côté demande et au respect de leurs engagements par les pays signataires de l'accord Opep+ visant à réduire l'offre de brut.

Lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 42,29 dollars à Londres, en hausse de 0,24% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juillet, dont c'est le dernier jour de cotation, abandonnait 0,28%, à 39,64 dollars.

La semaine passée, Brent et WTI ont enregistré leur septième hausse hebdomadaire consécutive. "Les deux contrats semblent se contenter d'adopter une attitude attentiste" lundi, a constaté Jeffrey Halley, analyste.

Les investisseurs guettent les indicateurs liés à "l'évolution de la demande" ainsi qu'à "la conformité" aux termes de l'accord Opep+ par l'ensemble des pays producteurs signataires, a complété Bjornar Tønhaugen,



analyste. Ce dernier souligne par ailleurs que le risque d'une recrudescence des cas de coronavirus, potentiellement dévastatrice pour la demande si elle entraînait une nouvelle phase de confinement dans le monde, est "omniprésent".

Le monde est en effet entré dans une "phase dangereuse" à mesure que rouvrent les pays qui avaient mis en place des mesures de confinement ou de restrictions à la mobilité, s'est alarmée l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ven-

dredi. Et la Chine, berceau de la pandémie, a enregistré 26 nouveaux cas dimanche, dont trois dans la province du Hebei, frontalière de la capitale.

Par ailleurs, l'Irak "doit présenter son plan pour atteindre son objectif de coupe en juillet, ainsi qu'un plan de compensation pour les trois prochains mois" du fait de réductions de la production fixées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) non atteintes en mai, a noté M. Tønhaugen.

Le second producteur de l'organisation, derrière l'Arabie saoudite est régulièrement pointé du doigt pour ses écarts alors que le groupe de producteurs s'est engagé à réduire sa production de 9,7 millions de barils par jour pendant trois mois, de mai à juillet.

FRANCE

Le groupe des Aéroports de Paris perd 50 % de son chiffre d'affaires

Le groupe ADP, qui gère les grands aéroports parisiens, perdra plus de 50 % de son chiffre d'affaires, qui pourrait être amputé d'environ 2,5 milliards d'euros, des conséquences de la crise sanitaire du covid19, a indiqué son PDG Augustin de Romanet, ont rapporté dimanche des médias locaux.

S'exprimant à l'hebdomadaire Journal du Dimanche (JDD), M. Augustin de Romanet a évoqué un "choc historique", précisant que le groupe aller perdre plus de 50 % de notre chiffre d'affaires, qui pourrait être amputé d'environ 2,5 milliards d'euros" en raison des conséquences de la crise du coronavirus.

Dans ce contexte, il a chiffré la baisse du trafic des aéroports sous sa gestion en 2020 à "60 % inférieur à celui de 2019", soulignant que le groupe va devoir procéder à des "ajustements" de "même nature que les compagnies aériennes" pour adapter ses effectifs à la baisse du trafic aérien.

"Nous travaillons à une adaptation de notre projet industriel" a expliqué M. de Romanet sans donner de détail chiffré sur les pertes d'emploi à prévoir.

L'absence de la seule clientèle chinoise se fera sentir, puisqu'elle représentait en 2019, 2% du trafic du groupe et 15% du chiffre d'affaires de ses commerces.

Le groupe ADP, qui a mis "85% de ses effectifs en activité partielle" durant le confinement se prépare à rouvrir vendredi prochain l'aéroport de Paris-Orly, fermé au trafic depuis le 31 mars.

Le 26 juin, 25 liaisons seront ouvertes à Orly. La Corse sera la principale destination domestique, les autres restant pour l'essentiel à Charles-de-Gaulle.

Mais on pourra aussi se rendre dans une douzaine de pays de l'espace Schengen" dont le Portugal et la Grèce et vers les territoires d'outre-mer, a détaillé M. de Romanet. Début juillet, Orly devrait compter 130 vols par jour au lieu de 650 habituellement.

ADP prévoit d'abord la réouverture du terminal Orly3 et d'enchaîner ensuite avec Orly 4, puis Orly 1 et 2. "Je ne crains pas d'attente excessive aux postes d'inspection filtrage pas plus que pour les formalités de police aux frontières" a soutenu M.de Romanet estimant que "le trafic sera plus faible pour un nombre de policiers inchangé".

Le responsable a espéré qu'Orly retrouve "une activité normale" en 2022-2023, alors que pour Roissy Charles-de-Gaulle, qui accueille actuellement 20.000 passagers par jour au lieu de 230.000 habituellement "ce sera un peu plus long", a-t-il également averti.

ROYAUME-UNI

Les entreprises visées par une OPA seront protégées

Le gouvernement britannique ambitionne de protéger les entreprises des secteurs sensibles comme la santé qui sont visées par des offres de rachat de groupes étrangers (OPA), annonce-t-il lundi.

Il va proposer au Parlement de changer une loi de 2002, pour être en mesure d'intervenir si la sécurité nationale est en jeu, dans le cas par exemple de sociétés travaillant sur un vaccin ou des équipements de protection contre la pandémie.

Ces mesures seront en application dès mardi, selon un communiqué du ministère en charge des entreprises. Le champ d'action concernera également un peu plus tard les acquisitions d'entreprises technologiques, présentes par exemple dans l'intelligence artificielle. La loi de 2002 permet au gouvernement de bloquer les projets de rachat visant des entreprises dans le domaine de la sécurité, des médias ou de la stabilité financière. Aucune opération n'a été interdite à ce jour mais les pouvoirs publics sont intervenus à 20 reprises afin de demander des assurances à l'acheteur. Le gouvernement estime qu'en raison du choc économique de la pandémie, des entreprises stratégiques pourraient plus facilement faire l'objet de rachat, que ce soit de manière hostile ou parce qu'elles sont en difficultés financières.

Pour le ministre en charge des entreprises, Alok Sharma, il s'agit d'"envoyer un signal important à ceux qui cherchent à tirer avantage de ceux qui sont en difficultés en raison de la pandémie".

"Ces mesures établiront le bon équilibre entre la sécurité nationale britannique et la nécessité pour les pays de rester attractif pour l'investissement", selon lui.

CHINE - USA - COMMERCE

La Chine suspend les importations d'une marque américaine de poulets

Les autorités chinoises, dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, ont suspendu dimanche les importations d'une marque américaine de poulets et ordonné la fermeture d'une usine de la marque PepsiCo à Pékin.

Les importations de la marque Tyson Foods sont "temporairement suspendues", a indiqué l'administration générale des douanes, après que le virus a été détecté dans une usine américaine du groupe.

Les produits de la marque déjà arrivés en Chine seront saisis.

Pékin a également ordonné la fermeture d'une usine de la marque américaine PepsiCo, qui fabrique des produits alimentaires, dans la capitale chinoise après que plusieurs employés ont

été testés positifs, a indiqué la porte-parole de la marque, Fan Zhimin.

Les autorités de santé ont annoncé avoir détecté dimanche 22 nouveaux cas à Pékin, où plus de deux millions de résidents ont déjà été testés pour tenter d'enrayer la propagation d'une nouvelle vague d'infection partie d'un marché alimentaire de gros de la capitale.

Plus de 220 personnes ont déjà été testées positives au virus, à partir d'une souche détectée dans le marché au poisson de Xinfadi.

Il a été conseillé vendredi aux habitants de jeter les fruits de mer surgelés achetés sur ce marché, qui a été fermé. Les autorités ont aussi annoncé vendredi une campagne nationale pour inspecter les produits alimentaires

importés. Les employés des restaurants, supermarchés, marchés et les livreurs de nourriture sont également en train d'être testés.

Vendredi, un haut responsable du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies a affirmé aux journalistes que le nouveau foyer de contamination était sous contrôle, mais que Pékin allait continuer d'enregistrer de nouveaux cas.

Au total, la Chine a enregistré 26 nouveaux cas dimanche, dont trois dans la province du Hebei, frontalière de la capitale. Une des personnes contrôlées positives avait travaillé dans le marché de Xinfadi.

Les autorités ont aussi fait état d'un cas importé.

ITALIE - INDUSTRIE AUTOMOBILE

Fiat Chrysler accepte les conditions d'un prêt garanti par l'Etat

Le constructeur automobile italo-américain Fiat Chrysler a accepté les conditions fixées par le gouvernement italien pour bénéficier d'un prêt de 6,3 milliards d'euros garanti par l'Etat, dont la promesse de ne pas délocaliser ou supprimer des emplois, selon le quotidien Sole 24 Ore dimanche.

L'auditeur de l'Etat a approuvé la garantie mais elle doit encore être signée par le ministère de l'Economie, écrit le journal

économique. Cette demande de garantie publique a déclenché un débat dans la péninsule où une partie de la classe politique réclamait des contreparties, alors que le siège du groupe FCA est situé à Amsterdam, et une partie de ses activités aux Etats-Unis. FCA, qui emploie directement près de 55.000 personnes en Italie, a affirmé que le prêt était essentiel pour financer ses activités en Italie et aider tout le secteur à surmonter

la crise déclenchée par la pandémie de coronavirus.

Le groupe s'engagerait à investir 5,2 milliards d'euros en Italie sur des projets nouveaux et existants, et jusqu'à 1,2 milliard d'euros sur ses quelque 1.400 fournisseurs étrangers, selon Sole 24 Ore. Il s'engagerait également à ne pas supprimer d'emplois avant 2023.

La banque italienne Intesa Sanpaolo a validé le principe de ce prêt, écrivait fin mai les agences italiennes, selon qui il

serait garanti à 80% par la SACE, l'agence italienne de crédit à l'exportation, système prévu dans le cadre d'un récent décret pour aider les entreprises à faire face à la crise du coronavirus. Le gouvernement a déclaré que le constructeur s'exposerait à des sanctions s'il ne respectait pas les conditions fixées pour le prêt. Selon Sole 24 Ore, l'amende pour rupture de l'accord pourrait être de l'ordre de 500 millions d'euros.

FRANCE

La Banque de France va reverser 6,1 mds d'euros à l'Etat, un record

La Banque de France va verser 6,1 milliards d'euros à l'Etat cette année, soit 500 millions de plus que l'an dernier, rapporte le quotidien Les Echos dans son édition à paraître lundi, faisant état d'un "nouveau record". Pour 2018, la banque centrale française avait fait état d'un produit net d'activité en hausse de 13% à 9,2 milliards d'euros,

porté par la poursuite des achats de titres décidés par la BCE, ce qui avait permis le reversement de 5,6 milliards d'euros à l'Etat. Pour l'exercice 2019, la Banque de France a enregistré pourtant une baisse de ce produit d'activité, tombé à 8,6 milliards d'euros. Son résultat net s'affiche à 3,8 milliards d'euros, contre 4,6 milliards d'euros un

an plus tôt du fait d'une charge d'impôts plus élevée en 2019, indique le quotidien financier.

Malgré ces indicateurs en baisse, Les Echos assure qu'en raison "de la performance exceptionnelle des marchés actions en 2019", la contribution de la Bdf aux finances de l'Etat atteint un nouveau record, à 6,1 milliards d'euros.

ETAPE POST COVID-19 Nécessité d'une transition vers une économie et une société de la connaissance

Une soixantaine de chercheurs en différentes disciplines de 18 établissements d'enseignement supérieur de Ouest du pays ont souligné, dans une étude sur l'étape post Covid-19, la nécessité d'une transition rapide vers une économie et une société de connaissance, dans laquelle l'université doit jouer le rôle de locomotive.

Dans un rapport sur l'étude menée sous la direction de Abdelbaki Benziane, président de la Conférence régionale des universités de l'Ouest, il est mentionné que "l'université algérienne a prouvé, dans cette conjoncture marquée par la pandémie, sa capacité d'innovation traduite par l'invention de matériel, équipements et accessoires destinés aux établissements sanitaires et autres secteurs, qui méritent une valorisation et une exploitation lors de l'étape post Covid-19".

L'enseignement supérieur doit tirer des leçons de la situation née du Covid-19 pour se repositionner comme acteur stratégique dans la gestion des crises.

Il doit d'abord être capable d'adapter son organisation à un contexte changeant et pouvoir évoluer rapidement selon les impératifs dictés par chaque situation", souligne le rapport. "L'étape après coronavirus est l'occasion de réfléchir sur la reconstruction d'une société qui garantisse le bien-être durable des citoyens. Il ne faut pas envisager cette étape comme un retour à la situation d'avant Covid-19 mais comme une opportunité de construire la société de demain", a-t-on insisté.

Le rapport propose au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique une somme de propositions pour plusieurs secteurs économiques et sociaux pour remédier aux insuffisances constatées lors de la pandémie du Covid-19.

Dans ce contexte, les chercheurs ont appelé à encourager les banques et les assurances à accompagner les petites et moyennes entreprises affectées par la crise sanitaire mondiale. En ce qui concerne le secteur de la santé, le rapport exhorte d'optimiser le fonctionnement des ressources disponibles et de renforcer le système d'information sanitaire.

CRIMINALITÉ - EL TARF Arrestation de deux dealers et saisie de trois flacons de produits hallucinogènes

Les services de la Police judiciaire relevant de la 1ère sûreté urbaine d'El Kala (El Tarf) ont mis fin aux agissements de deux dangereux dealers et saisi trois (03) flacons de produits hallucinogènes, a-t-on appris dimanche auprès de la sûreté de wilaya.

Exploitant une information faisant état de trafic de drogue auquel s'adonnaient ces "dangereux dealers" dans la ville côtière d'El Kala, les services de police ont ouvert une enquête qui s'était soldée par l'arrestation d'un premier suspect en possession de neuf comprimés psychotropes, indiqué le chargé de la communication de la sûreté de wilaya, le commissaire principal Mohamed Karim Labidi.

La perquisition du domicile du fournisseur du mis en cause, un récidiviste dénoncé par le prévenu, a permis de récupérer trois flacons d'un produit de liquides hallucinogènes, contenant un total de 120 mg de cette drogue, ainsi qu'une quantité de kif traité, un lot d'armes blanches prohibées et une somme d'argent représentant les revenus de vente de la drogue, a-t-on précisé de même source.

Poursuivis, en comparution directe, par le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'El Kala pour "trafic de drogue", les deux mis en cause, âgé de 20 ans, ont été condamnés à deux (02) ans de prison ferme par le magistrat instructeur.

DÉVELOPPEMENT LOCAL Zones d'ombre : "le ministère en charge des incubateurs ouvert à toute initiative de développement"

Le ministre délégué auprès du ministre de la Micro-entreprise, des Start-up et de l'Economie de la connaissance, chargé des incubateurs, Nassim Diafat, a affirmé, dimanche, depuis la commune de Magra à M'sila, que son département est "ouvert à toute initiative ou proposition qui contribuerait au développement des régions de l'intérieur et des zones ombres en particulier".

En visite dans les zones d'ombre "El Maleh et Ouled Ariba" dans la commune de Magra, en compagnie de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hoyam Benfriha, M.

Diafat a souligné que "tout le monde est invité à exploiter les canaux disponibles notamment les réseaux sociaux et le mouvement associatif, afin de soulever les préoccupations des jeunes et des résidents des zones d'ombre, et contribuer ainsi à résoudre le problème du chômage, en créant des micro-entreprises".

De son côté, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a indiqué que "les statistiques et l'inventaire des besoins de formation dans les zones d'ombre se concrétise-



ront en prenant en considération les propositions des résidents de ces zones".

La ministre a également assuré que "des spécialisa-

tions seront ouvertes en tenant compte des spécificités de ces régions, ce qui permettra à l'avenir de créer des entreprises qui contribue-

ront au développement de ces zones". Au cours de cette visite, les deux ministres ont pris connaissance des projets dont ont bénéficié les zones El Maleh et Ouled Ariba, notamment la construction d'un pont traversant l'Oued El Maleh pour un montant estimé à 13 millions de dinars, visant à mettre un terme à l'isolement de cette zone, ainsi que la réalisation d'une cantine scolaire à Ouled Ariba. Les deux ministres vont également visiter plusieurs établissements relevant du secteur de la formation au chef-lieu de wilaya, ainsi qu'une unité de production de canalisations d'eaux usées dans la commune de Berhoum, créée dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ).

ASSURANCES SOCIALES

CNAS: l'attestation d'affiliation téléchargeable désormais via l'espace "El Hanaa"

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a décidé de numériser le document d'affiliation qui peut, désormais, être téléchargé et extrait, par les assurés sociaux, via l'espace "El Hanaa" a indiqué, dimanche, un communiqué de la CNAS.

"Dans le cadre de la simplification des procédures administratives et d'une prise en charge idoine des préoccupations des citoyens, en recourant aux Technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment, les demandeurs de différents documents, tels l'attestation d'affiliation aux assurances sociales, qui connaît une demande croissante en vue de son usage dans différents dossiers, la

CNAS a décidé d'intégrer une nouvelle prestation relative à la numérisation du document de l'attestation, dont le téléchargement et l'extraction sont, désormais, possibles pour l'assuré social, via l'espace El Hanaa, à travers le lien: <https://elhanaa.cnas.dz>, lit-t-on dans le communiqué.

Les employeurs, les Administrations publiques et les Collectivités locales pourront également s'assurer de la conformité des attestations d'affiliation délivrées par la Caisse, via le net à travers le lien (<https://elhanaa.cnas.dz/affiliation.xhtml>), précise le communiqué qui note que la Caisse "ambitionne, à travers cette démarche qui est un saut qualitatif dans le

domaine de la numérisation de sa gestion, de se passer progressivement de la délivrance de la pièce au niveau de ses guichets et d'épargner, ainsi, aux citoyens la contrainte du déplacement vers ses structures". Pour ce faire et dans le but de vulgariser ce dispositif auprès d'un plus grand nombre possible de citoyens, la CNAS a entamé une large campagne d'information via l'ensemble de ses canaux d'information et élaboré un guide d'utilisation de la prestation de téléchargement de l'attestation de l'affiliation via l'espace El Hanaa, illustré d'une vidéo expliquant les étapes d'accès audit espace disponible sur sa page Facebook : [cnasdirectiongenerale](https://www.facebook.com/cnasdirectiongenerale), indique-t-on de même source.

SÉTIF - COVID-19

Inconscience des uns, angoisse des autres

L'inconscience d'une partie de la population dans la wilaya de Sétif devant l'inquiétante recrudescence des cas confirmés de coronavirus, tranche singulièrement avec l'angoisse de très nombreux citoyens, impuissants devant l'incurie et la désinvolture de certains de leurs concitoyens.

"Dites-moi à quoi peut bien servir un masque s'il est posé en dessous du menton", se désole Cherif, un chauffeur de taxi d'une cinquantaine d'années.

"Moi, j'ai pris soin de respecter la lettre les directives des autorités en désinfectant mon véhicule et en installant une plaque de plexiglas pour isoler le client, mais il se trouve des gens qui n'arrêtent pas de triturer leur bavette pour poser ensuite leurs mains sur la banquette", se lamente Cherif avant de se plaindre des clients "irresponsables" qui ne "supportent pas qu'on leur fasse la moindre remarque".

Ce petit échange avec un chauffeur de taxi, amené à accueillir de nombreux clients quotidiennement, en dit long sur le fossé qui sépare les per-

sonnes responsables, soucieuses de contribuer à freiner la propagation du virus, et certains citoyens n'ayant visiblement cure des gestes simples destinés, pourtant, à les protéger et à protéger leur entourage.

Rappelons, pour prendre l'exemple de la journée du 19 juin dernier, que le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, avait fait état de l'enregistrement de 119 nouveaux cas confirmés de Covid-19 en Algérie dont 25 à Sétif, représentant près du quart du nombre de ces cas.

Les médecins de Sétif le disent et le redisent chaque jour, qui sur les réseaux sociaux, qui sur les ondes de la Radio : "l'indiscipline et le laisser-aller sont, à 90%, à l'origine de l'augmentation des cas de contamination dans notre wilaya".

Le spécialiste en médecine interne, Dr. Kamel Boudoukha relève qu'"il faut nous rendre à cette évidence que les chiffres grimpent substantiellement à chaque fois que les autorités lâchent un peu de lest". Et d'ajouter : "Cela s'est vérifié

quelques jours avant le mois de Ramadhan, lorsque certains commerçants avaient été autorisés à rouvrir et cela se confirme encore aujourd'hui".

Pour rappel, le wali de Sétif avait décidé, consécutivement à la situation épidémiologique, la fermeture de plusieurs locaux commerciaux et nombre de marchés peu enclins à faire respecter les orientations des autorités sanitaires. Des mesures jugées "salutaires" par de nombreux sétifiens mais "insuffisantes" devant le peu de discipline d'une partie encore importante de citoyens, selon certains autres. Abla G., fonctionnaire à Algérie Poste, déclare, dans ce contexte, ne pas comprendre que des gens continuent de "s'agglutiner" ça et là en ville, "sans aucun respect des règles de distanciation physique, avec la bavette posée en dessous de la bouche".

En matière de prévention et de lutte contre le coronavirus, les autorités doivent, selon elle, "passer à la vitesse supérieure" en se montrant "davantage intransigeantes" devant chaque incartade. "Comment pouvez-

vous interpréter le nombre ahurissant de cortèges de mariages constitués de voitures pleines à ras bord, sillonnant la ville, tous klaxons dehors, autrement que comme une preuve d'irresponsabilité", s'interroge encore cette dame avec un geste d'impuissance.

Tout n'est pourtant pas si noir dans cette wilaya : les mesures de distanciation prises à bord du tramway de Sétif, qui circule à nouveau depuis jeudi dernier, les dispositions arrêtées par de nombreux commerçants qui font tout pour faire respecter les règles de prudence, les aménagements opérés dans les taxis et les bus de transport urbain, ainsi que le port du masque par la plupart des citoyens, sont autant de preuves d'une prise de conscience patente, certes, mais qui gagnera à se généraliser en donnant lieu à un respect encore plus scrupuleux, par l'ensemble des opérateurs, commerçants, clients et usagers, des protocoles sanitaires de prévention dédiés à chaque activité.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le Danemark prêt à taxer massivement le carbone

Le Danemark, héraut autoproclamé de la transition énergétique, a annoncé lundi qu'il allait taxer plus le carbone, dans le cadre d'un plan pour le climat qui reste timide selon des associations de protection de l'environnement.

Les détails de cette réforme fiscale, dont l'objectif est "de rendre plus attractives les solutions vertes" sans plomber ni le contribuable ni les entreprises, seront négociés après l'été, a indiqué le ministre des Finances.

Le Conseil du climat recommande une taxation du carbone à 1.500 couronnes (201 euros) par tonne, contre 170 couronnes actuellement.

Copenhague avait déjà annoncé que le pays scandinave, pionnier de l'éolien, allait diminuer de 70%



ses émissions de CO2 à l'horizon 2030. L'accord, négocié par tous les partis à l'exception d'une petite forma-

tion d'extrême-droite, entérine aussi la création de deux "îles énergétiques", l'une en mer du Nord et l'autre dans la Baltique, pour une capacité totale d'énergie éolienne en mer de 5 GW, permettant, additionnée au développement d'un autre champ offshore, de tripler la production nationale de ce type d'énergie.

Ces îles doivent permettre l'utilisation de nouvelles technologies capables de stocker l'énergie produite par les éoliennes, est-il précisé.

CANADA

Les incendies de forêt se multiplient au Québec

Les incendies de forêt en activité ne cessent d'augmenter au Québec passant de 13 samedi à 20 dimanche, alors que la province vit sa deuxième canicule depuis le mois de mai dernier.

"Le danger d'incendie est extrême partout ou à peu près dans la province et l'on a connu hier en fin de journée des éclosions de feux de foudre également", a déclaré à la presse une responsable de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), Josée Poitras.

Plus de 62.396 hectares de forêt sont touchés par un incendie qui s'est déclaré mardi au Lac-Saint-Jean a-t-elle fait savoir, précisant qu'il est toujours hors de contrôle.

Selon elle, les pompiers forestiers tentent de protéger une centrale hydroélectrique, alors que les flammes étaient à 1,2 km des installations dimanche.

Une soixantaine de pompiers forestiers sont mobilisés pour combattre les flammes à travers la province, a relevé Mme Poitras, notant que "du personnel supplémentaire, 200 pompiers forestiers de plus" sont attendus en renfort dès lundi.

La vague de chaleur qui sévit actuellement dans la province et l'absence de précipitation favorisent la progression de l'incendie qui devrait continuer de causer des dommages pendant quelques jours, souligne la SOPFEU qui a déjà combattu 444 incendies cette année, soit deux fois plus que la moyenne à cette date depuis les dix dernières années.

INDONÉSIE

4 arrestations pour braconnage de tigres de Sumatra

Quatre hommes suspectés de braconnage ont été arrêtés en Indonésie pour avoir tué un tigre de Sumatra, une espèce menacée de disparition, a indiqué lundi la police qui mène une bataille contre le trafic d'animaux dans ce pays d'Asie du Sud-Est.

Une peau de tigre, des dents et des os ont été confisqués auprès des suspects et montrés par la police au cours d'une conférence de presse à Aceh, province du nord de l'île de Sumatra.

"Les quatre hommes ont attrapé l'animal protégé dans un piège et l'ont laissé mourir" a expliqué la porte-parole de la police d'Aceh, Margiyanta, cité par des médias.

La police pense qu'ils faisaient partie d'une organisation criminelle au vu du professionnalisme dont ils ont fait preuve pour attraper les animaux".

Les suspects avaient aussi en leur possession des dents et des os d'ours malais, espèce endémique à l'Asie du Sud-Est, ont ajouté les policiers.

Les autorités d'Aceh pensent que ces trophées étaient destinés à des acheteurs en dehors de la région.

Janvier, dernier la police de la province avait arrêté un homme qui tentait de vendre une peau de tigre pour 90 millions de roupies (6.400 dollars) et plusieurs dizaines de crimes de braconnage ont été enregistrés ces dernières années, selon les responsables locaux de la protection de la nature.

Près de 80% des morts de tigres de Sumatra morts sont imputées au braconnage, selon Traffic, une organisation internationale qui lutte contre le trafic d'animaux.

Les tigres de Sumatra sont l'une des espèces les plus menacées au monde, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature

GRÈCE - MIGRATIONS

La décision d'Athènes de prolonger le confinement des camps de migrants fustigée

Le gouvernement grec a pour la quatrième fois prolongé le confinement des migrants dans les camps en Grèce pour raison de "santé publique" alors que ces gens "ne représentant pas une menace mais sont une population à risque qui doit être évacuée du camp", a indiqué lundi le coordinateur de MSF au camp de Lesbos, Marco Sandrone.

"La raison du confinement (des camps) ne peut pas être associée à la santé publique", a déclaré le porte-parole de MSF, cité par des médias.

"Aucun cas positif" de nouveau coronavirus n'a été recensé dans le camp de Moria à Lesbos, a-t-il ajouté.

"Les gens dans les camps ne représentent pas une menace" mais sont au contraire "une population à risque

qui doit être évacuée du camp", selon lui, aussi vite que possible plutôt que de continuer à les confiner "avec l'excuse et la justification de la santé publique".

En outre, "la menace vient de l'extérieur" notamment avec les nouvelles arrivées de Turquie.

"Sans une réponse efficace à long terme (...) le risque est d'importer des cas positifs à l'intérieur du camp de Moria", a dit le coordinateur de MSF.

Le gouvernement grec a annoncé samedi qu'il prolongeait à nouveau le confinement des camps du pays jusqu'au 5 juillet.

Il l'avait déjà prolongé à trois reprises les 10 mai, 21 mai et 7 juin.

Les autorités avaient imposé ces restrictions de circulation le 21 mars

aux migrants installés sur les îles de la mer Egée comme à ceux de la partie continentale du pays.

Elles avaient ensuite décidé un confinement général le 23 mars qui a été maintenu jusqu'au 4 mai.

Avec 190 décès du nouveau coronavirus, la Grèce a été moins touchée que ses partenaires européens par la pandémie. Parmi les migrants, aucun décès de la maladie Covid-19 n'a été enregistré et seulement quelques dizaines de cas signalés, selon les autorités. Plus de 33.000 demandeurs d'asile vivent dans cinq camps sur les îles de la mer Egée, dotés d'une capacité d'accueil pour seulement 5.400 personnes, et quelque 70.000 autres dans d'autres installations sur le continent.

GRANDE BRETAGNE

Le gouvernement promet de "réparer les torts" subis par les migrants des Caraïbes

Le gouvernement britannique, lundi, de "réparer les torts" subis par les migrants issus des anciennes colonies caribéennes, dans la foulée du mouvement "Black Lives Matter" provoqué par la mort d'un Afro-américain lors de violences policières aux Etats-Unis.

Le 22 juin 1948, plusieurs centaines de migrants originaires des Caraïbes, principalement de Jamaïque, mais aussi des Bermudes ou de Guyane britannique, débarquaient du navire Empire Windrush au port de Tilbury, à une quarantaine

de kilomètres à l'est de Londres. Le Windrush allait donner son nom à une génération d'immigrés arrivés au Royaume-Uni.

Une journée commémorative a été instituée il y a deux ans après un scandale sur le traitement de certains de ces émigrés, censés être britanniques mais à qui l'on demandait de prouver chaque année de présence au Royaume-Uni sous peine d'expulsion. A l'occasion des 72 ans de l'arrivée du navire Empire Windrush, la ministre de l'Intérieur, Priti Patel, a annoncé la création d'un groupe de travail pour

"réparer les torts vécus par la génération Windrush" et trouver des solutions aux problèmes "affectant de manière disproportionnée les personnes noires ou issues de minorités ethniques". Cette commémoration intervient cette année en pleine vague de mobilisation provoquée par la mort de l'Afro-américain noir George Floyd, asphyxié par un policier blanc à Minneapolis. Plusieurs manifestations liées au mouvement "Black Lives Matter" ont été organisées ces dernières semaines à Londres et dans plusieurs

villes du Royaume-Uni et certaines statues symbolisant le passé colonial du pays ont été prises pour cible.

Le maire de Londres, Sadiq Khan, a appelé lundi à mettre fin à l'"environnement hostile" auxquels sont confrontés les immigrés. "De nombreux membres de la génération Windrush et leurs familles ont encore du mal à accéder aux conseils et au soutien dont ils ont besoin", a déclaré l'élu travailliste, critiquant aussi le "coût prohibitif" des démarches de régularisation.

CHINE

Début de la saison des inondations et augmentation des niveaux d'eau

Les niveaux d'eau dans plusieurs régions en Chine sont en hausse en raison de l'arrivée de la saison des inondations, ont rapporté lundi des médias locaux.

De fortes précipitations ont frappé neuf arrondissements et districts de la municipalité de Chongqing (sud-ouest

de la Chine), et les averses ont entraîné l'augmentation des cours d'eau au-delà des niveaux de danger pour huit fleuves locaux. Dans la province chinoise de l'Anhui (est), les fortes pluies survenues depuis samedi ont provoqué la crue du fleuve Xihe. Selon les autorités locales, le niveau de l'eau a dépassé la cote d'alerte.

Selon le bilan établi lundi, les niveaux d'eau ont dépassé les niveaux d'eau limites pour la prévention des inondations dans 251 réservoirs de l'Anhui.

Dans le nord-ouest de la Chine, la première crue du fleuve Jaune s'est produite dans la région autonome Hui du Ningxia.

D'après le bureau régional de la ges-

tion d'urgence, en raison de fortes précipitations dans la partie supérieure de ce fleuve, d'autres d'inondations se produiront dans la section du Ningxia.

Les autorités ont évacué la population vivant autour du fleuve et renforcé la surveillance, a ajouté la même source.

SANTÉ - ALGÉRIE

MÉDÉA 7 ambulances médicalisées affectées à des structures sanitaires



Sept ambulances médicalisées, financées par le fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, ont été affectées dimanche à des structures sanitaires situées dans la partie est et ouest de la wilaya de Médéa, lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya.

L'opération de distribution, qui s'est déroulée en présence du wali, s'inscrit dans le cadre du plan de renforcement des moyens d'évacuation du secteur local de la santé, initié par les autorités locales, en vue de "résorber le déficit enregistré dans ce domaine et permettre une meilleure couverture sanitaire notamment des habitants des zones enclavées", a indiqué le chef de l'exécutif, Abass Badaoui, en marge de cette opération.

Les affectations concernent les structures sanitaires de proximité de Berrouaghia, Guelb-El-Kebir, Ouled Brahim, Si-Mahdjoub, Tlet-Douairs, Sidi-Naamane et Ouzera qui accusaient un manque en moyen d'évacuation sanitaire, vu le nombre élevé de leur population et l'éparpillement des zones d'habitation, a indiqué, pour sa part, le directeur local de la santé, Mohamed Cheggouri.

Cette nouvelle dotation au profit du secteur de la santé porte à 16 le nombre d'ambulances médicalisées distribuées depuis le début de la pandémie du Covid-19, a ajouté ce responsable.

Il a, par ailleurs, fait part de la programmation d'opérations similaires, au cours des prochaines semaines, avec la distribution, en plusieurs vagues, de 43 autres ambulances, dont une partie sera destinée aux structures sanitaires situées dans la partie sud et sud-ouest de la wilaya.

MOSTAGANEM Levée de quarantaine pour 45 personnes confinées dans un hôtel

La période de quarantaine a été levée, dimanche, pour 45 personnes placées dans un des hôtels de la zone d'expansion touristique des Sables (Mostaganem ouest), dans le cadre des mesures de prévention Covid-19, a-t-on appris de la directrice locale du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, Hayat Maameri.

Il s'agit de voyageurs rapatriés de Lisbonne (Portugal), arrivés à l'aéroport international d'Oran, "Ahmed Ben Bella", le 7 juin dernier, avant d'être dirigés à Mostaganem, où ils sont restés en confinement sanitaire, durant 14 jours, dans un hôtel de cette ZET.

La Direction locale des transports a mobilisé 4 bus pour assurer le transfert de ces personnes vers leurs wilayas de résidence, a indiqué le responsable de ce secteur, Mustapha Kada Balfar.

Par ailleurs, une autre opération de levée de la quarantaine pour 116 autres voyageurs est prévue lundi. Ces voyageurs sont pris en charge, dans le cadre de cette mesure, dans un autre établissement de la même zone touristique.

La wilaya de Mostaganem a accueilli, depuis le début de cette crise sanitaire, en mars dernier, trois groupes de voyageurs rapatriés de l'étranger, notamment de France et du Royaume-Uni (550 personnes).

Ils ont été placés en quarantaine dans plusieurs établissements hôteliers privés, rappelle-t-on.

149 nouveaux cas, 137 guérisons et 7 décès en Algérie durant les dernières 24h

Cent-quarante-neuf (149) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 137 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, lundi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 11920, soit 27cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 852 alors que le nombre des patients guéris est passé à 8559, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie du Covid-19.

Il a fait remarquer que les personnes âgées de 60 ans et plus représentent 75% du total des décès et 4 cas de décès sur 7 souffraient de maladies



chroniques. En outre, 31 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 12 autres n'ont re-

censé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Par ailleurs, le nombre

de patients ayant bénéficié du protocole de traitement en vigueur (basé sur Hydroxy-chloroquine) s'élève à 25598, a poursuivi Dr. Fourar, précisant que 39 patients sont actuellement en soins intensifs.

Le Docteur Djamel Fourar a affirmé, à cette occasion, que le port obligatoire des masques protecteurs est un devoir national et un comportement responsable pour réduire la propagation du virus.

COVID-19

Fourar: "la légère hausse du nombre des cas confirmés n'est pas inquiétante pour l'instant"

La légère hausse du nombre des cas confirmés de la Covid-19 n'est pas inquiétante pour l'instant, a indiqué, dimanche à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du nouveau Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Dans une déclaration à l'issue du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19 en Algérie, M. Fourar a estimé que la "légère" hausse du nombre des cas confirmés de la Covid-19 (140 nouveaux cas durant les dernières 24

heures) était "naturelle", au vu de la reprise de certaines activités commerciales, économiques et sociales, suite à la levée partielle ou totale du confinement, rassurant que cette hausse n'était "pas inquiétante pour l'instant".

Il a rappelé, dans ce cadre, que le non respect des mesures de prévention, notamment le port de masques, la distanciation physique et les règles d'hygiène sont les principales causes de la hausse enregistrée dernièrement.

M. Fourar a mis l'accent sur le rôle

"primordial" du citoyen dans la lutte contre la propagation de cette pandémie, à travers le respect des mesures préventives qui demeurent, jusqu'à présent, "la seule issue" pour sortir de cette crise sanitaire.

Cent-quarante (140) nouveaux cas confirmés du Coronavirus, 98 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant ainsi le total des cas confirmés à 11.771 cas, celui des décès à 845, alors que le nombre des patients guéris est passé à 8.422.

SÉTIF - COVID-19

La commission du ministère de la santé s'enquiert de la situation épidémiologique

La commission spéciale dépêchée à Sétif par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a entamé dimanche son travail sur la situation épidémiologique dans cette région suite à la propagation du Covid-19, a-t-on appris de source médicale.

Les représentants de la commission d'enquête, des cadres de la direction générale des services de la santé de proximité, ont visité dimanche matin le centre hospitalo-universitaire Mohamed Abdenour Saâdna au chef lieu de wilaya pour

s'enquérir de la situation dans cette structure de santé, avant de se diriger vers la polyclinique de la cité Bel Air, a précisé à l'APS la même source.

La commission d'enquête poursuivra sa mission dans la wilaya en se rendant dans différentes structures de santé, notamment celles mobilisées dans le cadre de la prise en charge des cas de Covid-19 dans les communes de Bougaâ, El Eulma, Ain Azel, Ain El Kebira et Ain Oulmene, entre autres, a-t-on indiqué de même source.

Les membres de cette

commission ministérielle devront tenir des réunions avec les acteurs concernés du secteur pour écouter leurs préoccupations, difficultés et contraintes rencontrées par les staffs médicaux et paramédicaux dans le cadre de la lutte contre cette pandémie, a fait savoir la même source.

Selon les statistiques officielles, la wilaya de Sétif a enregistré samedi 14 nouveaux cas du coronavirus portant le nombre des cas confirmés à 871 cas contre 857 cas enregistrés dans les 24 heures précédentes (ven-

dredi). Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, avait déclaré samedi depuis Boumerdes que la cellule de crise de suivi du coronavirus au niveau du Premier ministre "possède des données précises sur la situation épidémiologique et a chargé une cellule opérationnelle disposant de tous les moyens et mécanismes d'effectuer une enquête épidémiologique dans la wilaya de Sétif (El Eulma) qui enregistre une hausse inquiétante du nombre de cas de Covid-19".

ORAN

30 personnes guéries du Covid-19 quittent le CHU d'Oran

Trente (30) patients guéris du Covid 19 ont quitté dimanche le Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran, portant ainsi le nombre total de guérisons à 378 depuis la déclaration de la pandémie, a rapporté l'établissement sanitaire. Les 30 patients, admis au service de médecine physique et rééducation fonctionnelle, dont le rez-de-chaussée est réservé à la prise en charge des malades de la



Covid-19, ont été autorisés à quitter l'hôpital par l'équipe du service des maladies infectieuses de CHUO après confirmation de leur guérison par analyse en laboratoire, a-t-on indiqué.

Les patients ont été traités suivant le protocole à base de chloroquine approuvé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE
Au moins 468.518 morts

Au moins 468.518 personnes sont mortes des suites de la maladie de Covid-19 dans le monde depuis son apparition en Chine en décembre dernier, selon un nouveau bilan établi par des médias sur la base de sources officielles lundi.

Plus de 8.979.750 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 4.200.700 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au nouveau coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 119.977 décès pour 2.280.969 cas.

Au moins 617.460 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 50.617 morts pour 1.085.038 cas, le Royaume-Uni avec 42.632 morts (304.331 cas), l'Italie avec 34.634 morts (238.499 cas) et la France avec 29.640 morts (196.878 cas). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 83.378 cas (26 nouveaux entre dimanche et lundi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.413 guéri-



sons. L'Europe totalisait lundi 19 2.860 décès pour 2.532.159 cas, les Etats-Unis et le Canada 128.448 décès (2.382.255 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 95.912 décès (2.058.781 cas), l'Asie 29.432 décès (1.046.176 cas), le Moyen-Orient 13.645 décès (644.308 cas), l'Afrique 8.090 décès

(307.167 cas) et l'Océanie 131 décès (8.908 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

OMS - COVID-19
La pandémie continue de s'accélérer dans le monde

La pandémie de Covid-19 continue de s'accélérer dans le monde, avec "le dernier million de cas signalé en seulement huit jours", a prévenu lundi le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus.

La mise en garde du responsable de l'OMS intervient alors que de nombreux pays sont entrés dans une phase de déconfinement pour relancer leurs économies.

La semaine dernière, Dr Tedros avait qualifié cette nouvelle phase de

"dangereuse", estimant que, malgré le besoin de sortir du confinement, le virus continuait "de se propager rapidement" et restait "mortel". "Il a fallu plus de trois mois pour que le premier million de cas soit signalé, le dernier million de cas a été signalé en seulement huit jours", a-t-il insisté lundi lors d'une conférence de presse virtuelle.

Le responsable de l'OMS a également appelé les gouvernements et les sociétés à se préparer à d'éventuelles futures pandémies qui pourraient

survenir "dans n'importe quel pays à n'importe quel moment et tuer des millions de personnes parce que nous ne sommes pas préparés".

"No us ne savons pas où ni quand la prochaine pandémie se produira, mais nous savons qu'elle aura un impact terrible sur la vie et l'économie mondiales", a-t-il averti. La pandémie de Covid-19 a fait au moins 465.300 morts dans le monde depuis que la Chine a fait officiellement état de l'apparition en décembre de la maladie, selon un bilan

établi par des médias à partir de sources officielles dimanche à 19H00 GMT.

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché, avec au moins 119.959 décès, suivis du Brésil (50.617), du Royaume-Uni (42.632), de l'Italie (34.634) et de la France (29.633).

Le nouveau coronavirus a contaminé plus d'un million de personnes au Brésil, l'Amérique du sud étant l'épicentre actuel de la pandémie avec plus de 20.000 morts au Mexique, plus 8.000 au Pérou et plus de 1.000 en Argentine.

BRÉSIL
Plus de 50.000 morts

Le nouveau coronavirus a fait plus de 50.000 morts au Brésil depuis le début de la pandémie, qui a contaminé plus d'un million de personnes dans le pays, a annoncé dimanche le ministère de la Santé.

Le Covid-19 a fait 641 morts de plus en 24 heures au Brésil, portant le bilan total à 50.617 décès, a indiqué le ministère. Le Brésil est le deuxième pays le plus endeuillé par l'épidémie derrière les Etats-Unis où le virus a tué plus de 120.000 personnes pour

plus de 2,2 millions de cas. La pandémie de Covid-19 a tué officiellement au moins 465.300 personnes dans le monde et en a contaminé plus de 8,8 millions, dont plus de quatre millions considérés aujourd'hui comme guéris, depuis que la Chine a fait état de l'apparition en décembre de la maladie. L'Espagne, pays parmi les plus endeuillés avec plus de 28.000 morts, a levé samedi à minuit l'état d'alerte décrété le 14 mars et ouvert sa frontière terrestre avec la France --celle avec le

Portugal attendra le 1er juillet-- ainsi que ses ports et aéroports aux ressortissants de l'Union européenne. Mais la maladie continue à se propager dans le monde. Face à un doublement des cas au cours des dernières deux semaines, l'Azerbaïdjan a ainsi décrété un reconfinement aux modalités très strictes.

L'Amérique latine et les Caraïbes, nouvel épicentre de la pandémie, ont franchi samedi le cap des deux millions de contaminations, après les

Etats-Unis et le Canada (plus de 2,3 millions essentiellement aux Etats-Unis) et l'Europe -- plus de 2,5 millions dont plus de la moitié en Russie, au Royaume-Uni, en Espagne et en Italie. Le Pérou a franchi le seuil des 8.000 morts et l'Argentine celui des 1.000 morts. L'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Océanie sont sous le seuil du million de cas. Mais un rebond inquiète la Chine depuis la semaine dernière avec plus de 220 nouveaux cas dont 22 dimanche.

COVID-19 EN PALESTINE
80 nouveaux cas, plus de 1.000 au total

Le bilan de la pandémie du nouveau coronavirus s'est alourdi en Palestine, après l'annonce de 82 nouveaux cas, portant le nombre total à 1.110 cas de contamination, a annoncé lundi, la ministre de la santé, Mai Al-Kaileh. Dans un communiqué, relayé par l'agence palestinienne de presse, Wafa, M. Al-Kaileh a révélé que 73 cas

ont été enregistrés à El-Khalil, quatre à Beitlehem, trois à Naplouse et deux autres à Ramallah en Cisjordanie. La ministre palestinienne de la santé a également fait savoir que tous les tests de dépistages des Palestiniens venus dimanche d'Egypte, étaient négatifs, et "sont placés en confinement pour 14 jours".

PÉROU
Plus de 8.000 morts

Le bilan de la pandémie de coronavirus au Pérou a dépassé dimanche les 8.000 morts, a annoncé le ministère de la Santé, à quelques heures de la réouverture des centres commerciaux péruviens.

Avec 184 décès au cours des dernières 24 heures, le bilan total a atteint 8.045 morts, et le nombre des contagions est passé à 254.936 avec 3.598 nouveaux cas, a indiqué le ministère.

La barre des 7.000 morts avait été franchie par le Pérou mardi dernier.

C'est dans ce contexte que vont être rouverts lundi les centres commerciaux à travers le Pérou, après 99 jours de confinement, une réouverture annoncée par le gouvernement le 15 juin.

La reprise progressive des activités commerciales vise à relancer l'économie nationale, qui s'est effondrée d'environ 40% en avril en raison de la pandémie. Le Pérou, un pays de 33 millions d'habitants, a subi depuis le début du mois de juin une moyenne quotidienne de 4.800 nouvelles contaminations, un chiffre en baisse par rapport à la moyenne quotidienne du mois de mai.

C'est ce qu'a souligné mardi le ministre de la Santé, Victor Zamora.

"Notre épidémie montre une décroissance", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse virtuelle, "la rapidité de la contagion a diminué".

Le Pérou est actuellement le deuxième pays d'Amérique latine en termes de contaminations derrière le Brésil, et le troisième en termes de décès derrière le Brésil et le Mexique.

Il y avait dimanche dans les hôpitaux péruviens 10.566 patients atteints par le Covid-19, selon les données du ministère.

Le système de santé est au bord de l'effondrement et les établissements manquent en particulier d'oxygène pour traiter les formes graves de la maladie.

Environ 70% des cas péruviens de Covid-19 se trouvent à Lima et dans le port de Callao, proche de la capitale, où vit un tiers de la population du Pérou.

Les conséquences économiques de la pandémie ont privé à ce jour plus de deux millions de Péruviens de leur emploi.

KIRGHIZSTAN
Contaminations record après la levée du confinement

Le Kirghizstan a enregistré lundi un nouveau record de contaminations par le nouveau coronavirus moins d'un mois après le début du déconfinement, une situation inquiétante observée dans plusieurs autres ex-républiques soviétiques.

Ce petit pays d'Asie centrale a enregistré 205 nouveaux malades lundi, portant le total depuis le début de l'épidémie à 3.356 cas et 40 morts.

Le 25 mai, date du début du déconfinement, le nombre total d'infections était de 1.433 pour 16 décès. Le Premier ministre, Koubatbek Boronov, a estimé durant le weekend qu'il ne s'agissait que de "cas isolés" mais il a tout de même jugé que le Kirghizstan devait "se préparer au pire", alors que la presse faisait état d'hôpitaux à la limite de leurs capacités. Le maire de la capitale Bichkek, Aziz Sourakmatov, a pour sa part annoncé avoir été infecté. Sur les réseaux sociaux, des internautes affirment avoir les symptômes de la maladie du Covid-19 mais n'avaient pas pu se faire dépister.

Le Kazakhstan voisin connaît aussi une recrudescence des cas de Covid-19 depuis le début du déconfinement le 18 mai, si bien que les autorités ont ordonné la fermeture de tous les lieux publics durant le weekend passé.

D'autres pays ex-soviétiques sont face à des situations similaires, en particulier en Azerbaïdjan où le gouvernement a ordonné un nouveau confinement jusqu'au 1er août.

NOYADES DES RÉFLEXES SIMPLES POUR LES ÉVITER

Quelques consignes simples suffisent à éviter les noyades accidentelles. À l'approche de l'été, adoptez les bons gestes !

Les noyades représentent la première cause de mortalité par accident de la vie courante chez les moins de 25 ans. À l'approche de l'été, des cas de jeunes enfants noyés accidentellement sont signalés, révèle un communiqué du gouvernement. Cela représenterait chaque année environ 1 000 décès : adoptez les bons gestes !

Des règles s'appliquent à tous les âges : ne pas se baigner après avoir bu de l'alcool, éviter de se baigner juste après manger, ne pas sauter dans l'eau sans s'être acclimaté à la température pour éviter l'hydrocution. Si tout cela s'applique aussi aux enfants, une vigilance accrue doit être observée de la part des adultes.

SURVEILLER LES ENFANTS EN PERMANENCE !

Savoir nager est la meilleure des précautions contre la noyade, même cela ne prévient pas tous les risques. Si les baignades en mer sont surveillées (choisissez toujours les plages équipées de maîtres nageurs), les piscines privées ne le sont pas. Alors : ne laissez pas vos enfants se baigner seuls. Gardez toute l'attention sur votre enfant, sans faire



autre chose, ni consulter vos écrans.

- Baignez-vous en même temps que vos enfants ou désignez un seul adulte responsable de la surveillance

- Ne faites pas autre chose lorsque votre enfant se baigne

- Ne restez pas le regard fixé sur votre téléphone ou votre tablette

- Ne vous absentez pas, même quelques instants

- Soyez particulièrement vigilants lors des baignades dans des piscines "hors-sol" qui ne disposent pas de dispositif de sécurité.

ATTENTION À LA MÉTÉO

Lorsque vous êtes en mer, pen-

sez à équiper vos enfants de brassards ou à emporter lors de votre baignade une bouée de nage en eau libre. Privilégiez la nage au bord du rivage. En cas de forte marée, de grosses vagues, de météo peu commode, évitez de vous baigner et d'emmener vos enfants dans l'eau. S'il fait au contraire très

chaud, faites attention aux différences de température entre votre corps et l'eau. Pensez à bien vous hydrater pour éviter de perdre vos moyens dans l'eau. Et soyez vigilants à vous couvrir la tête, une insolation pourrait vous rendre plus vulnérable et moins réactif durant la baignade.

RECONNAÎTRE LES SIGNES D'UNE NOYADE

Contrairement aux réactions spectaculaires auxquelles nous avons été habitués par la télévision, une personne en train de se noyer est plutôt discrète. La période des vacances approche et pour beaucoup de familles, le séjour à la plage est une étape obligatoire. C'est ce moment qu'a choisi Mario Vittono, un ancien garde-côte américain, pour aider les vacanciers à identifier les signes d'une noyade, plus difficile à remarquer que ce que l'on pense.

"Une noyade est presque toujours d'une discrétion trompeuse. Dans la vraie vie, il est très rare que quelqu'un se noie en faisant de grands signes, en se débattant et en hurlant, réactions spectaculaires auxquelles nous sommes conditionnés (par la télévision) à nous attendre", explique l'expert sur son blog.

Pour éviter l'asphyxie, le corps régit instinctivement. Le docteur Francesco Pia a qualifié cette réaction d' "Instinctive Drowning Response", qu'il décrit en quelques points : la personnes qui se noie est incapable d'appeler au secours car la respiration prend le dessus sur la parole. La bouche de cette personne fait des mouvements de bas en haut à la surface de l'eau tandis que ses bras sont étendus à l'hor-



izontale en faisant des battements pour tenter de faire lever sur son corps. Le reste de son corps est tout droit dans l'eau, incapable de donner des coups de pied.

Des signes à connaître

"Cela ne signifie pas que quelqu'un appelant à l'aide et qui bat des bras et des jambes n'est pas en difficulté", rappelle Mario Vittono. La discrétion est pourtant

l'un des aspects les plus importants à tenir en compte.

D'après le blogueur, "sur les 750 enfants environ qui se noieront l'année prochaine aux États-Unis, environ 375 le feront à moins de 25 mètres d'un parent ou d'un adulte. Selon le Centre de prévention et de contrôle des maladies, dans 10% des cas, l'adulte regarde l'enfant se noyer sans douter de ce qui se passe."

Pour cette raison, il a décidé de lister les signes de noyade qui doivent nous alerter :

- 1- La tête de la personne est immergée, la bouche au niveau de l'eau
- 2- La tête est renversée en arrière, la bouche ouverte
- 3- Le regard est vitreux et vide, incapable de se focaliser
- 4- Les yeux sont fermés
- 5- Les cheveux sont rabattus sur le front ou les yeux
- 6- La personne n'utilise pas ses jambes et reste en position verticale
- 7- La personne est en hyperventilation ou en train d'haïler
- 8- Elle essaye de nager dans une direction mais n'y arrive pas
- 9- Elle essaie de se mettre sur le dos
- 10- Elle semble vouloir gravir une échelle invisible

En cas de doute, il vaut toujours mieux demander au baigneur si tout va bien. Si la personne peut répondre, il n'y a pas de problèmes. Si il n'y arrive pas, il ne reste que quelques secondes pour le sauver, explique Mario Vittono avant de conclure sur une dernière recommandation : "Parents : les enfants qui jouent dans l'eau font du bruit. Quand on ne les entend plus, il faut aller les voir et trouver pourquoi."

Enfants autistes : attention à la noyade

Une récente étude américaine invite les parents d'enfants autistes à la prudence : ces derniers sont en effet plus sujets à la noyade que les autres.

La chaleur, le soleil, le sable blanc, les vagues... Ça y est, le moment est venu de se poser sur la plage, les doigts de pied en éventail ! Mais pour les parents qui emmèneront leurs enfants à la mer cet été, pas question de se laisser aller au far niente : en 2009, 284 Français ont perdu la vie pour cause de noyade. La vigilance est donc de mise lorsque le petit dernier décide d'aller étremer sa nouvelle bouée dans les vagues.

Mais selon une récente étude américaine, menée par des chercheurs de l'Université des Sciences de Philadelphie (Pennsylvanie), les parents d'autistes vont devoir être encore plus sur leurs gardes : les enfants atteints par ce trouble mental auraient en effet plus de risques que les autres de se noyer.

S'ÉLOIGNER DU RIVAGE

« Les enfants autistes cherchent à fuir la foule, parce que celle-ci les met mal à l'aise, explique le docteur Varleisha Gibbs, principale auteure de l'étude et professeur à l'Université des Sciences. Or, en été, les plages, les piscines et les centres aquatiques sont bien souvent surpeuplés. Donc, pour s'éloigner, l'enfant autiste va avoir tendance à s'éloigner du rivage, et à partir en pleine mer sans avoir conscience du danger présenté par les courants marins et la profondeur. »

Au total, les chercheurs estiment que ces enfants ont un risque de noyade quatre fois supérieur à celui des enfants non atteints par la maladie. « La meilleure protection contre la noyade est encore d'apprendre à nager, ajoute le Dr Varleisha Gibbs. J'ajouterais que les thérapies aquatiques sont excellentes pour permettre le développement physique d'un enfant autiste. »

CANICULE : AVEC LES FORTES CHALEURS, ATTENTION AU RISQUE DE NOYADE

Des scientifiques italiens ont découvert qu'il serait possible de réduire l'attrait des moustiques pour le sang humain en contrôlant un gène présent chez les moustiques tigres.

Avec les fortes températures ressenties, difficile de résister à l'appel de la baignade ! Mais le besoin de fraîcheur ne doit pas faire oublier que près de 600 personnes sont mortes par noyade en France l'été dernier. Les gestes à connaître pour limiter les risques et profiter de la baignade sans danger.

Chaque année, les enquêtes NOYADES recensent l'ensemble des « insuffisances respiratoires résultant d'une submersion ou de l'immersion en milieu liquide, suivie ou non de décès », selon la définition de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

En 2018, c'est donc l'équivalent de près de cinq personnes par jour qui en sont décédées. Parmi les noyades, 406 étaient accidentelles - un chiffre « à peu près stable » depuis 2015. Ces chiffres représentent par ailleurs la première cause de mortalité par accident de la vie courante chez les moins de 25 ans. Pourtant, elles sont pour la plupart évitables, rappelle l'agence sanitaire.

UN NOMBRE EN HAUSSE

Les résultats du rapport montrent une augmentation de 30 % du nombre de cas de noyades (suivies ou non d'un décès) sur cette période de l'été 2018 par rapport à 2015, où 1 266 cas avaient été observés. L'année dernière, 1 649 noyades accidentelles ont en effet été recensées, avec une proportion de noyades fatales de 25 %. Parmi ces dernières, 40 % ont résulté de baignades dans des cours d'eau (rivière, étang, lac, canal), 40 % en mer, 17 % dans une piscine et 3 % dans d'autres lieux (baignoires, bassins).

Les statistiques témoignent notamment d'une augmentation des noyades accidentelles chez les moins de 15 ans : 600 cas en 2018 contre 338 en 2015. En revanche, le nombre de décès n'a pas cru. Et si



les jeunes enfants sont particulièrement concernés, ils ne constituent pas la population la plus touchée par la mortalité par noyade. 35 % des décès recensés (37 durant l'été) concernaient les plus de 65 ans, contre 9 % (35) les moins de 6 ans.

CHALEUR ET 'NOYADE SÈCHE'

La hausse considérable des accidents est expliquée par les auteurs du rapport par les conditions météorologiques de l'été 2018, classé par Météo-France comme le deuxième été le plus chaud depuis 1900. Un temps qui aurait donc vraisemblablement été responsable d'un nombre accru de noyades.

Ils évoquent également la méditisation, particulièrement depuis 2017, de la noyade dite « sèche ». Après avoir « avalé la tasse », de l'eau parviendrait à inonder les poumons, au

final, causer une noyade plusieurs heures ou jours après une baignade. Un concept qui « ne repose sur aucune base scientifique ou médicale », note Santé publique France, mais qui aurait pu conduire des parents inquiets à solliciter les secours à la suite d'un « début de noyade » de leur enfant.

LES BONS RÉFLEXES

Selon le Baromètre santé de 2016, un Français sur sept ne sait pas nager. L'apprentissage de la nage reste l'un des facteurs essentiels de la prévention. Que vous vous sentiez comme un poisson dans l'eau ou non, il existe des gestes pour limiter les risques et profiter de la baignade sans danger :

Avec les enfants :

Baignez-vous en même temps que les enfants.
Designez un adulte responsable de leur surveillance. Elle doit être

permanente. Équipez-les de brassards ou bouées adaptés à leur âge, leur poids et leur taille. Sécurisez les piscines (bâche, cloisonnement, alarme). Retirez les jouets de la surface pour ne pas les attirer.

Tenez compte de votre forme physique, évitez l'eau en cas de fatigue ou de maladie. Baignez-vous dans des zones surveillées et vérifiez les risques locaux. Rentrez progressivement dans l'eau, pour prévenir l'hydrocution. Évitez les repas trop copieux et de boire de l'alcool avant et pendant la baignade. Le risque de malaise est d'autant plus grand si l'eau est froide ou après une longue exposition au soleil.

N'essayez pas de lutter contre les vagues, pour ne pas vous épuiser. Si vous êtes fatigué, optez pour la position de la planche. Tenez de garder votre calme jusqu'à l'arrivée des secours.

NOYADE : 42 DÉCÈS CHAQUE HEURE DANS LE MONDE

Chaque année, 372 000 personnes meurent noyées dans le monde. Ce qui fait de la noyade la 3e cause de décès par traumatisme non intentionnel. C'est pourquoi l'Organisation mondiale de la Santé entend lutter contre ce fléau grâce à une campagne de sensibilisation. Les hommes, jeunes et les enfants de moins de 5 ans sont les premières victimes de noyade selon un rapport de l'OMS qui vient d'être rendu public. Ce document établit également que c'est dans les pays à faible revenu que les risques de mourir young sont les plus importants (Afrique, Asie du Sud-est). Mais c'est le monde entier qui est concerné

puisque, par exemple, la noyade est la deuxième cause de décès par traumatisme non intentionnel chez les enfants de 1 à 14 ans aux États-Unis.

« Presque toute masse d'eau représente un risque de noyade, en particulier à l'intérieur du domicile et aux alentours », souligne le Dr Étienne Krug, Directeur du Département Prise en charge des maladies non transmissibles, handicap et prévention de la violence et des traumatismes de l'OMS. « La noyade est un accident de la vie quotidienne qui peut survenir dans une baignoire, un seau, un étang, un cours d'eau, un égout ou encore

une piscine. Compte tenu de ce que nous savons en matière de prévention, il est inacceptable que des centaines de milliers de gens perdent la vie de cette façon ».

Pour limiter ces drames, l'OMS propose plusieurs pistes dans son rapport :
- installer des barrières pour limiter l'accès aux plans d'eau ;
- aménager des lieux sûrs pour les enfants, par exemple des garderies ;
- enseigner aux enfants les bases de la natation et montrer aux jeunes potentiels de noyades les manœuvres de secourisme et de réanimation.

TUNISIE

Des unités de l'armée sécurisent les établissements officiels et des entrepôts à Tataouine

Des unités de l'armée ont été déployées, dimanche soir, dans la ville de Tataouine (sud-est), pour assurer la sécurité des établissements de souveraineté et un certain nombre d'entrepôts (relevant de la municipalité et de la douane ...), à l'issue des affrontements violents qui se sont poursuivis depuis, dimanche matin, entre des jeunes manifestants et les forces de l'ordre, intervenues pour lever le campement d'El Kamour dans différentes zones de la ville de Tataouine, rapporte l'agence TAP.

Une source sécuritaire a indiqué à l'agence TAP que huit agents ont été blessés, dimanche, lors de ces affrontements, parmi une vingtaine de blessés qui ont été transportés par la protection civile à l'hôpital régional de Tataouine pour recevoir les secours.

A rappeler que le comité administratif de l'Union régionale de Travail (URT) de Tataouine, relevant de l'UGTT, a décidé, lors sa réunion, tenue dimanche, d'entamer une grève générale lundi, 22 juin 2020, dans tout le gouvernement, pour condamner l'intervention sécuritaire forcée pour mettre fin au sit-in du Kamour. Les membres de l'URT ont, également, réclamé la tenue d'un conseil ministériel dans les plus brefs délais. De son côté, le gouverneur de Tataouine, Adel Ouergui, a précisé que l'intervention sécuritaire intervient en application de la loi, en vue d'ouvrir les routes et un retour à la normale pour toutes les activités économiques et sociales. Et d'ajouter que cette intervention vise, également, l'arrestation d'une personne faisant l'objet de trois mandats d'arrêt.

Au sujet des confrontations ayant eu lieu entre forces de l'ordre et sit-inneurs, Ouergui a souligné que les forces de l'ordre étaient en état de défense des locaux sécuritaires, une information confirmée par le ministère de l'Intérieur.

Le gouverneur a écarté, pour le moment, toute possibilité d'un dialogue avec les sit-inneurs ou le comité de coordination du sit-in du Kamour.

"L'accord de Kamour ne sera pas enterré et une réunion aura lieu, le 23 juin courant, au siège du ministère de l'Énergie, des mines et de la transition énergétique en vue d'examiner les dossiers de l'augmentation des salaires des ouvriers de la Société d'environnement, de plantation et de jardinage ainsi que le point relatif à la dernière tranche des recrutés qui concerne 500 personnes, sur un total de 3000 ouvriers et cadres", a expliqué le Gouverneur.

BARRAGE SUR LE NIL

Le Soudan met en garde contre une escalade

Le Soudan a mis en garde dimanche contre une escalade dans la dispute sur la construction par l'Éthiopie d'un mégabarrage sur le Nil, source de vives tensions régionales.

La tension monte entre le Soudan, l'Éthiopie et l'Égypte après l'échec des négociations en vue d'un accord sur le remplissage du réservoir et la mise en service du Grand barrage de la Renaissance (Gerd).

L'Éthiopie veut commencer le remplissage du réservoir en juillet, avec ou sans l'accord des deux autres pays. L'Égypte, qui considère ce projet comme une menace "existentielle", a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à intervenir, évoquant l'attitude "non positive" de l'Éthiopie et son "insistance à vouloir remplir le barrage de manière unilatérale". "Nous ne voulons pas d'escalade. Les négociations sont la seule solution", a déclaré à la presse à Khartoum le ministre soudanais de l'Irrigation, Yasser Abbas. Pour lui, il est important d'obtenir un accord avant le début des opérations de remplissage.

"Le Soudan a le droit de le demander." Samedi, le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi a assuré que son pays restait favorable à une solution politique.

"Lorsque nous avons eu recours au Conseil de sécurité... cela décollait de notre volonté d'emprunter la voie diplomatique et politique jusqu'à la fin." Si l'Éthiopie voit le barrage de 145 mètres haut comme essentiel à son développement et son électrification, le Soudan et l'Égypte craignent qu'il ne restreigne leur accès à l'eau. Le Nil qui coule sur quelque 6.000 kilomètres, est une source d'approvisionnement en eau et en électricité essentielle pour une dizaine de pays d'Afrique de l'Est. L'Égypte tire 97% de ses besoins en eau du fleuve.

SAHARA OCCIDENTAL

Face au triomphe diplomatique sahraoui en Amérique Latine, le Maroc dépense des millions de dollars en Lobbying (Analyste chilien)

Le Maroc dépense des millions de dollars pour recruter des soutiens en Amérique Latine à des positions "aussi méprisables que son occupation illégale du Sahara occidental", a relevé l'analyste politique chilien Esteban Silva Cuadra, soulignant que la diplomatie sahraouie a remporté d'"importantes" batailles diplomatiques et triomphes dans cette région, "contrecarrant ainsi le lobby marocain millionnaire".



Esteban Silva, président exécutif du "mouvement socialiste allendiste" du Chili, a abordé dans une contribution, publiée par plusieurs médias, "les méthodes et les manœuvres de la diplomatie marocaine pour tenter de suspendre la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) par les pays d'Amérique latine, la bataille pour les ressources naturelles sahraouies, et le rôle de la RASD en tant que lien entre le monde arabe et l'Afrique avec l'Amérique latine". Concernant le modus operandi de la diplomatie marocaine, l'expert chilien révèle qu'en "Amérique latine et aux Caraïbes, la monarchie marocaine vise à bloquer les relations du peuple sahraoui, à discréditer le Front Polisario en tant qu'interlocuteur et à bloquer la reconnaissance de la RASD".

"Le Maroc essaie d'empêcher, d'une part, la reconnaissance de la RASD par les gouvernements latino-américains et, d'autre part, devant les pays qui entretiennent des relations diplomatiques avec la RASD, à faire pression activement et de multiples façons pour paralyser, inverser ou geler les relations institutionnelles et coopération avec l'Etat sahraoui", a-t-il expliqué.

Rabat offre des voyages, des chèques et répond à d'autres "besoins" à ses recrues

Au cours des 20 dernières années, "le Maroc a ouvert des ambassades et intensifié son activité dans la région en réaction et en réponse à l'avancement et au dynamisme de la politique étrangère sahraouie", a expliqué Es-

teban Silva, avant de préciser que le "le royaume cherche à affaiblir et à neutraliser dans la région le soutien à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple sahraoui, cherchant à influencer les élites dominantes, les gouvernements, les parlements, les dirigeants d'entreprises et les dirigeants politiques à travers des offres d'avantages économiques supposés qui ne se matérialisent jamais". "Ils proposent constamment des voyages au Maroc, en payant toutes les dépenses liées à ces voyages à quelques parlementaires, politiciens et aux représentants du gouvernement", a-t-il révélé.

A travers ces voyages et séjours et la couverture d'autres "besoins" de ses invités, "Rabat cherche à recruter pour soutenir des positions aussi méprisables que l'occupation illégale du Sahara occidental et sa fausse thèse d'autonomie contre le droit à l'indépendance et, en passant, pour cacher les plaintes internationales contre le pillage illégal des ressources naturelles de la nation sahraouie", a-t-il expliqué.

En ce sens, Esteban Silva, a détaillé qu'un autre aspect de la stratégie marocaine "consiste à faire taire et dénatuer les plaintes concernant la violation systématique des droits de l'Homme du peuple sahraoui dans les territoires occupés et la grave situation dans laquelle se trouve les prisonniers politiques sahraouis détenus au Maroc".

A titre d'exemple, le politicien chilien a affirmé qu'"au Chili, nous avons connu diverses situations telles que celles décrites comme le cas de

l'ancien député Roberto Leon, qui, ayant soutenu l'indépendance du Sahara occidental mais après avoir effectué des voyages mystérieux et constants financés par le Maroc aujourd'hui il les conseille et écrit avec ferveur dans les médias de Rabat pour défendre l'occupation colonialiste et illégale du Sahara occidental".

"Des situations isolées mais très similaires se retrouvent dans d'autres pays", a-t-il insisté.

Un triomphe diplomatique sahraoui dans cette région

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les représentants du Front Polisario, ainsi que les ambassadeurs de la RASD, et "malgré leurs maigres ressources et moyens, mais armés de beaucoup de conviction et de ténacité se sont battus et ont obtenu d'importantes batailles diplomatiques et triomphes en notre continent, contrecarrant ainsi le lobby marocain millionnaire", s'est réjoui Esteban Silva. En ce sens, le leader de l'unité sociale chilienne estime que "malgré la forte pression opposée des ambassades et alliés marocains, le peuple sahraoui a fait l'objet de coopération et de solidarité tant dans les pays avec lesquels il entretient des relations diplomatiques que dans ceux qu'ils ne l'ont toujours pas et qu'il a fait l'objet de résolutions de soutien et de solidarité constantes de la part des gouvernements, des parlements, des partis et des organisations sociales".

Abordant la bataille juridique et politique pour protéger les ressources naturelles sahraouies du pillage marocain, il a indiqué que le mouvement

chilien de solidarité avec la RASD "entreprend des actions pratiques pour contraindre le gouvernement du Chili à intercepter les richesses volées du Sahara occidental occupé".

En ce sens, Esteban Silva, a affirmé qu'"à l'Association chilienne d'amitié avec la RASD, nous avons fait plusieurs initiatives devant les autorités maritimes chiliennes chaque fois qu'un navire des territoires occupés a navigué dans les eaux juridictionnelles chiliennes transportant des cargaisons illégales appartenant au Peuple sahraoui".

"Avec des députés et des sénateurs de la République, des dirigeants et des travailleurs de nos ports et des avocats, nous élaborons des stratégies pour faire face de manière globale au problème du passage de navires dans les eaux chiliennes avec des cargaisons illégales", a ajouté Esteban Silva.

D'autre part, l'analyste politique, dans sa réponse à la question sur l'importance de la RASD comme lien entre le monde arabe et l'Afrique avec l'Amérique latine, a précisé "que la RASD, ce lien et ce rôle jouent déjà dans plusieurs pays de la région". "Pour l'avenir, la RASD peut jouer un rôle très pertinent dans nos relations avec l'Union africaine (UA).

Nous devons créer de grandes confluences entre les Etats et les peuples de l'Union africaine et d'Amérique latine et des Caraïbes, et dans ce contexte, je pense que les Sahraouis ont une grande expérience et des liens à offrir à nos peuples", a conclu Esteban Silva.

ETATS UNIS Le vote par courrier ouvre "les vannes" de la fraude (ministre)

Le ministre américain de la Justice a affirmé dimanche que le vote par correspondance ouvrait "les vannes" de la fraude, faisant écho aux allégations de Donald Trump qui inquiètent les démocrates, à moins de cinq mois de la présidentielle.

"Quand les gouvernements des Etats commencent à adopter ces pratiques, comme le vote par correspondance qui ouvrent les vannes d'une possible fraude, alors la confiance des gens dans le résultat de l'élection est minée", a affirmé William Barr dans un entretien à la chaîne Fox News.

"Et cela pourrait mener le pays vers une situation très sombre si nous perdons confiance dans le résultat de nos élections", a-t-il martelé.

Car l'un de nos avantages, surtout avec les divisions intenses dans ce pays, c'est que nous avons des transitions pacifiques de pouvoir grâce aux élections.

Ces déclarations, qui reflètent celles faites ces dernières semaines par Donald Trump et d'autres responsables de la Maison Blanche, inquiètent les démocrates

qui soupçonnent le président américain de vouloir décrédibiliser le scrutin présidentiel du 3 novembre en cas de défaite.

La question du vote par correspondance est au cœur de l'organisation de la prochaine présidentielle américaine compte tenu du risque que la pandémie

de Covid-19 soit encore active à cette date. Donald Trump a affirmé à plusieurs reprises que le vote par correspondance était nécessairement "frauduleux", ce qui a poussé Twitter à signaler en mai pour la première fois l'un de ses tweets comme étant trompeur. Le président américain a pourtant lui-même



noté par correspondance depuis la Maison Blanche, pour les primaires républicaines en mars.

Tout comme sa porte-parole Kayleigh McEnany, qui l'a fait une douzaine de fois, selon des médias américains, tandis qu'elle critique aussi les initiatives visant à étendre le droit de voter par corres-

pondance. De nombreux Etats américains autorisent le vote par correspondance depuis des années et n'ont pas signalé de problèmes majeurs, à part des incidents isolés.

Des études ont démontré qu'il ne bénéficiait pas particulièrement à un parti ou l'autre aux Etats-Unis.

Biden surpasse Trump en termes de levée de fonds

La campagne électorale de Joe Biden, candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine de novembre, a surpassé pour la première fois celle du président Donald Trump en termes de fonds levés au cours du mois de mai dernier, durant lequel Biden et le Comité national démocrate ont amassé

plus de 80 millions de dollars de financements. Selon les médias américains, il s'agit de la première fois depuis le début de la course à la Maison Blanche que l'équipe de campagne de Joe Biden est en mesure de surclasser financièrement M. Trump et le Comité national républicain, qui ont dit avoir levé 74

millions de dollars le mois dernier. Le total de 80,8 millions de dollars levés par la campagne électorale de Joe Biden est aussi supérieur à ce que la campagne du président Barack Obama avait pu lever en mai 2012 (60 millions de dollars) et celle de Hillary Clinton en mai 2016 (38 millions de dollars).

GRANDE BRETAGNE

La piste "terroriste" retenue dans une attaque au couteau

La police britannique a affirmé dimanche considéré désormais comme "terroriste" l'attaque au couteau qui a fait trois morts samedi soir dans un parc de Reading, à l'ouest de Londres.

Un suspect, âgé de 25 ans et habitant de cette ville de 200.000 habitants située à environ 60 kilomètres de la capitale britannique, a été interpellé et placé en garde à vue peu après les faits. Le

Premier ministre Boris Johnson s'est dit "scandalisé et écœuré que des gens aient perdu la vie de cette manière". "Si des leçons doivent être tirées", "nous les tirerons", a-t-il déclaré, affirmant que le gouvernement "n'hésiterait pas à prendre des mesures" là où ce serait nécessaire.

Trois autres victimes ont été grièvement blessées et hospitalisées, selon les en-

quêteurs. Le chef du gouvernement conservateur a tenu dimanche matin une réunion avec des responsables de la sécurité ainsi que plusieurs ministres à Downing Street et a été informé de l'avancée de l'enquête, selon un porte-parole.

Les enquêteurs pensent que l'auteur a agi seul, selon le chef de la police antiterroriste, Neil Basu. "Nous ne recherchons personne d'au-

tre", a-t-il déclaré. Si les motivations de cet "acte horrible" sont "loin d'être certaines", l'antiterrorisme a pris la tête des investigations, a-t-il expliqué.

Inchangé, le niveau de la menace terroriste demeure classé "important", soit le troisième degré sur cinq dans l'échelle des autorités britanniques. Le public doit rester "vigilant" sans s'alarmer, a expliqué M. Basu.

SERBIE

Raz-de-marée électoral pour le parti du président

Le parti du président serbe Aleksandar Vucic a étendu dimanche son emprise sur le pouvoir par un raz-de-marée électoral au Parlement où l'opposition est réduite à peu de chagrin et dénonce une dérive autoritaire.

"Je suis reconnaissant au peuple pour ce soutien historique", a lancé le président en annonçant que le Parti serbe du progrès (SNS, centre droit), au pouvoir depuis huit ans, avait recueilli plus de 63% des voix.

"Nous avons gagné partout, nous avons gagné là où nous n'avions jamais gagné", a-t-il déclaré.

Selon les estimations de l'institut Ipsos, son partenaire au sein de la coalition sortante, le Parti socialiste de Serbie (SPS, centre-gauche) a obtenu 10% des suffrages.

Ces premières élections nationales

en Europe depuis le confinement imposé par la pandémie du coronavirus se sont déroulées dans l'ombre présidentielle. Aleksandar Vucic ne se présentait pas mais son nom figurait sur les bulletins de vote en tant que patron du SNS. Cette victoire sans appel a été favorisée par le boycottage du scrutin par les principaux partis d'opposition, selon qui des élections libres étaient impossibles du fait de la distorsion du paysage médiatique et démocratique.

Malgré leurs appels à rester chez soi et les craintes liées au coronavirus, la participation n'a pas reculé dans des proportions dramatiques, à 50% selon les estimations du SNS.

Cela n'a pas empêché les partis d'opposition à l'origine des appels au boycott de dénoncer des élections "fausses" et de revendiquer le succès de leur mou-

vement. Une vingtaine d'autres formations de l'opposition avaient choisi de se présenter mais seules un petit nombre semblaient susceptible de franchir le seuil de 3% des voix nécessaires pour entrer au Parlement.

"Dans ce système électoral, une victoire à 40% est un très bon résultat mais avec plus de 62% pour le SNS, on a affaire à un tsunami électoral", a commenté à la télévision RTS Slobodan Zecevic, professeur à l'Institut pour les études européennes.

La Constitution confère au président un rôle honorifique mais Aleksandar Vucic, 50 ans, est sans conteste celui qui prend les décisions.

Le chef de l'Etat, qui fut deux fois Premier ministre, est sorti renforcé de la crise du coronavirus et est plus populaire que jamais selon des sondages.

BRESIL

Nouvelles manifestations de partisans et opposants au gouvernement

Des milliers de pro et anti-gouvernement brésiliens ont organisé des manifestations pour le quatrième dimanche consécutif, notamment à Brasilia et Sao Paulo.

Les protestations, qui ont mobilisé moins de personnes que lors des manifestations tenues les dimanches précédents, se sont déroulées sans incidents majeurs.

La plus grande marche a eu lieu dans la capitale Brasilia, où les partisans et les détracteurs du président Jair Bolsonaro se sont concentrés dès la première heure sur l'esplanade des ministères, siège administratif de l'Exécutif.

Après trois dimanches consécutifs d'acrocchages entre les deux groupes, la police a renforcé la sécurité pour empêcher des incidents semblables à ceux enregistrés dans diverses villes du pays ces dernières semaines.

Les autorités de la capitale et de la ville de Sao Paulo ont veillé à ce que les manifestations ne soient pas organisées dans simultanément dans le même lieu.

Les partisans de Bolsonaro ont brandi des messages réclamant une intervention de l'armée et fustigeant les orientations du Congrès et de la Cour suprême, alors que les opposants à l'Exécutif ont critiqué les politiques du président, dont la gestion de la pandémie du nouveau coronavirus.

Ce dimanche, Bolsonaro n'a pas assisté aux manifestations. Le Chef de l'Etat s'est rendu à Rio de Janeiro pour prendre part aux funérailles d'un militaire décédé après un saut en parachute.

D'autres villes ont connu des manifestations similaires, comme Belo Horizonte, capitale de l'Etat de Minas Gerais.

Au Brésil, les tensions politiques continuent de s'intensifier suite aux divergences sur divers thématiques dont la gestion de la crise sanitaire, la situation économique et les rapports entre l'Exécutif et le pouvoir judiciaire.

Au cours de cette semaine, le ministre de l'Education, Abraham Weintraub, a démissionné après des querelles avec le Parlement et la Cour suprême, rejoignant une dizaine de membres du gouvernement qui ont déjà démissionné ou ont été limogés.

EMIRATS

Dubaï rouvrira aux touristes le 7 juillet

Les touristes seront autorisés à venir à Dubaï à partir du 7 juillet, a annoncé dimanche le centre des médias de la cité-Etat après plus de trois mois de fermeture pour endiguer la propagation de l'épidémie de Covid-19.

Citant le Comité suprême pour la gestion des crises et des désastres, le centre a fourni une liste de protocoles auxquels les voyageurs devront se soumettre pour entrer dans l'émirat du Golfe.

Les touristes devront "présenter un test négatif de moins de 96 heures au nouveau coronavirus ou se soumettre à un test à l'aéroport de Dubaï", a indiqué le centre, ajoutant que les personnes testées positives devront observer une quarantaine de 14 jours.

Les visiteurs devront également être couverts par une assurance maladie à l'international, télécharger une application mobile afin de communiquer les informations les concernant et remplir une "déclaration de santé". Les citoyens et personnes résidant à Dubaï seront autorisés à voyager à partir de mardi. Les Emirats arabes unis, dont Dubaï est l'un des sept membres, ont officiellement enregistré plus de 45.000 cas de Covid-19, dont 302 décès.

PÉROU

Report de la réouverture du Machu Picchu



La citadelle inca du Machu Picchu, principal site touristique au Pérou, n'ouvrira pas le 1er juillet comme le gouvernement l'avait annoncé, a rapporté dimanche la presse locale, citant les autorités locales.

La réouverture du site est retardée à cause de retards dans la mise en oeuvre des mesures de sécurité sanitaire et de la crainte des populations alentours d'une contagion du nouveau coronavirus, précise la presse.

L'Unité de gestion de Machu Picchu (UGM) a pris cette décision sur la base des rapports des autorités de la région de Cusco, où se trouve le Machu Picchu.

"Il n'ouvrira pas le 1er juillet", a déclaré le maire du district du Machu Picchu, Darwin Baca, membre de l'UGM, cité par les médias. Il a précisé qu'un certain nombre d'équipements, comme les tests, n'étaient toujours pas disponibles.

Le gouverneur régional de Cusco, Jean Paul Benavente, a indiqué que le gouvernement péruvien devait encore approuver certains protocoles de réouverture.

"Il n'y a pas de date officielle pour la réouverture du Machu Picchu", a indiqué le gouverneur.

Bien qu'il vive du tourisme, le village de Machu Picchu s'oppose à la réouverture du site, par crainte de contagions dans une région où peu de cas sont pour l'instant signalés.

Les guides du Machu Picchu avaient indiqué leur intention d'entamer lundi des manifestations contre la réouverture.

"Nous courons un risque accru d'infection (...) nous ne sommes pas prêts à recevoir des visiteurs", a déclaré Oscar Valencia, président du Front de défense du Machu Picchu, cité par le journal El Comercio.

Le gouvernement péruvien avait annoncé la semaine dernière son intention de rouvrir le site en juillet, en limitant le nombre des visiteurs à 675 par jour.

ARCHIVES DE LA COLONISATION EN FRANCE Des associations et des historiens plaident pour "l'accès immédiat" aux archives

Des associations, des historiens et des juristes français ont plaidé dimanche auprès du Premier ministre français, Edouard Philippe, pour "l'accès immédiat" aux archives inhérentes, entre autres, à la guerre de libération de l'Algérie, à travers l'abrogation du texte de loi préconisant la "protection du secret de défense nationale".

En sus d'historiens et de juristes, il s'agit de l'Association des archivistes français (AAF), l'Association des historiens contemporanéistes (AHCESR) ainsi que de l'Association Josette et Maurice Audin, lesquels ont choisi le jour anniversaire de l'assassinat de Maurice Audin, le 21 juin 1957, pour demander "l'accès immédiat aux archives classifiées secret de la défense nationale librement communicables de plein droit a? l'expiration d'un délai de cinquante ans, sans qu'aucune autre condition particulière ne puisse être exigée".

Dans une démarche qualifiée d'"inédite", ces parties ont appelé, dans une déclaration rendue publique, à "l'abrogation" de l'article 63 de l'Instruction générale interministérielle no 1300 (IGI 1300) portant "Protection du secret de la défense nationale", déplorant que l'application de cette instruction se soit "considérablement durcie ces derniers mois, a? la demande du Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale".

Ce dernier entendant "subordonner la communication de ces documents a? une procédure administrative dite de +de?classification+", est-il ajouté.

"La de?classification des documents (qui consiste a? apposer un marquage réglementaire complété par des informations porte?es a? la main sur chaque document) est une tâche titanesque car les services d'archives peuvent se trouver dépositaires de dizaines de milliers de documents couverts par le secret de la défense nationale", relèvent, à ce propos, les auteurs de cette demande publiée par le journal du dimanche.

Ils considèrent : "cette situation, sous le prétexte abusif de la nécessité de protection du secret de la défense, a pour conséquence une complexification absurde et une restriction sans



précédent de l'accès aux archives publiques de la période 1940-1970".

"Alors que le président de la République (Emanuel Macron) appelle a? un de?bat sur le passe? colonial de notre pays, l'accès aux archives permettant un examen informe? et contradictoire de ces questions est aujourd'hui entravé".

Comment la France peut-elle examiner sereinement ces questions?", interrogent-ils le Premier ministre.

En outre, les signataires de la demande regrettent qu'"aborder les enjeux les plus controversés de notre passe? récent, comme l'Occupation, les guerres coloniales ou l'histoire politique agite?e des années 1950 a? 1970, soit ainsi devenu un parcours du combattant de?s qu'il s'agit d'archives classifiées", estimant que "l'examen contradictoire du passe?, a? partir de sources fiables, constitue une dimension fondamentale du de?bat démocratique".

"L'accès aux archives est d'ailleurs garanti par l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789", rappellent-ils, notant que "la multiplication des fake-news et autres réécritures du passe? sans base documentaire, ajoute?e a? la de?fiance a? l'égard des institutions, rendent aujourd'hui l'acce?s ouvert aux archives d'autant plus ne?cessaire".

Tout en insistant sur l'abrogation des dispositions de l'IGI 1300, jugées "contraires a? la loi", les auteurs de l'écrit concluent en soulignant que "les effets pratiques, constate?s par de nombreux chercheurs et citoyens, posent des limites inacceptables au libre examen de l'histoire re?cente (de la France) dans un cadre démocratique et républicain".

Parmi les historiens signataires de cette demande figurent Marc-Olivier Baruch, Raphaël Branche, Denis Peschanski, Henry Rouso et Olivier Wiewiorka.

MUSÉES

Plus de 1000 objets archéologiques transférés au musée national Ahmed Zabana

Quel que 1.039 objets archéologiques remontant à la période antique, découverte à Mascara, ont été transférés au musée national "Ahmed Zabana" d'Oran en vue de leur préservation, a-t-on appris dimanche de cet établissement. Il s'agit de pièces découvertes au site archéologique de Beniane, dans la wilaya de Mascara, constituées de jarres, d'épithaphes, de pièces de monnaies et de bijoux anciens, a précisé le chef du service des inventaires du musée d'Oran.

Ces collections, remises par la Direction de la culture de Mascara il y a une semaine, seront



placées provisoirement en dépôt pour être restituées ensuite soit à la direction de la culture ou à un autre organisme culturel, a ajouté Houaria Lotfi.

Cette opération est intervenue après l'accord du ministère de tutelle pour le transfert de ces pièces au musée d'Oran, conformément à la réglementation sur la protection du patrimoine

culturel. Celle-ci stipule qu'en absence d'un musée sur place, les objets archéologiques doivent être transférés à un établissement similaire le plus proche de la région en vue de leur conservation. Les pièces transférées ont été saisies dans la localité de Beniane, en 2016, par les services de la gendarmerie nationale, rappelle-t-on.

APS

TISSEMSILT

Une caravane d'activités artistiques et culturelles au profit des enfants des zones d'ombres



Une caravane d'activités artistiques et culturelles au profit des enfants dans les zones d'ombre éloignées de la wilaya de Tissemsilt a été lancée, dimanche, dans le cadre de la célébration de la journée de l'enfant africain, a-t-on appris des organisateurs.

Initiée par la direction de

la jeunesse et des sports en coordination avec des associations à caractère culturel et social, cette caravane, cible les zones éloignées des communes de Lardjem et Sidi Lantri, propose des chansons et des spectacles éducatifs et de sensibilisation.

Tout au long d'un mois, elle devra distribuer aussi

des cadeaux, des jouets, des manuels scolaires et des masques, a-t-on indiqué.

Parallèlement à cette initiative, les organisateurs ont lancé une campagne de sensibilisation des enfants sur la pandémie du coronavirus à travers des conseils sur les mesures à prendre pour éviter l'infection, a-t-on fait savoir.

Les organisateurs ont pris les mesures préventives nécessaires pour organiser cette caravane, notamment la distanciation, le port du masque, a-t-on affirmé, signalant, d'autre part, que les établissements de jeunes de la wilaya ont lancé des activités artistiques, récréatives, culturelles et de sensibilisation pour célébrer la journée de l'enfant africain, à travers les réseaux sociaux, selon la même source.

SONATRACH Généralisation du recours à la technique de Visioconférence

La direction générale de la Sonatrach a décidé de généraliser le recours à la technique de visioconférence, dans le cadre de la reprise graduelle des activités au niveau des structures du groupe, a indiqué dimanche son directeur de la communication, Mounir Sakhri.

Cette technique qui a été largement utilisée durant le confinement sanitaire imposé par les Pouvoirs publics face à la pandémie de la Covid-19, a démontré "ses avantages et prouvé son efficacité", précise le responsable. A ce propos, M. Sakhri a fait état de plus de 3.000 réunions tenues à distance, durant les trois derniers mois soit 22.250 heures de travail via téléconférences (conférences téléphoniques) et 18.400 heures de travail en visioconférence.

Selon le même responsable, cette technique a été également utilisée au niveau des écoles et des établissements de formation relevant de la Sonatrach, où des sessions de formation virtuelle ont été organisées et sanctionnées par la formation de plus de 1.750 stagiaires



en 7.830 heures. Dans le même sillage, le directeur de la communication a indiqué que 723 sessions de formation individuelle sanctionnées par un diplôme ont été parachevées en 3.300 heures, depuis le lancement du e-learning.

Par ailleurs, M. Sakhri a affirmé que l'adoption de telles techniques dans les activités journalières consacrait la po-

litique de la rationalisation des dépenses de la société en termes de coûts des déplacements et des réunions, de même

qu'elle prouve l'efficacité de la politique de numérisation appliquée par la Sonatrach.

CHINE

La Chine reprogramme le lancement d'un satellite Beidou

La Chine a reprogrammé le lancement du dernier satellite du système de navigation par satellite Beidou (BDS) pour mardi.

Les problèmes techniques, liés à la mission de lancement, ont maintenant été résolus, selon le Bureau chinois de navigation par satellite.

Le lancement du satellite BDS-3 était initialement prévu pour le 16 juin, mais a ensuite été reporté en raison des problèmes techniques, découverts lors des tests de pré-lancement. Ces problèmes techniques ont maintenant été résolus, et la fusée



porteuse Longue Marche-3B, qui sera utilisée pour lancer le satellite, a terminé tous les tests avant le remplissage du propergol, a annoncé le bureau. Les fonctions et les pro-

priétés de la fusée répondent toutes aux exigences de la mission, et le remplissage de propergol conventionnel a été achevé, a-t-il ajouté.

APS

TAXATION DES SOCIÉTÉS DU NUMÉRIQUE Les Etats-Unis "bienvenus" pour revenir négocier

Les Etats-Unis "sont les bienvenus" pour revenir, quand ils le souhaitent, à la table des négociations sur la taxe numérique, a affirmé dimanche le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton, après l'annonce d'une "pause" par Washington dans ces discussions internationales délicates.

Mercredi, l'administration Trump, évoquant l'absence de progrès sur le dossier de la taxation des géants du numérique, a décidé d'une "pause" dans les discussions qui se déroulent dans le cadre de l'OCDE et qui devaient aboutir d'ici la fin de l'année à un accord mondial pour taxer des groupes comme les GAFA - acronyme pour Google, Apple, Facebook et Amazon - régulièrement accusés de ne pas payer leur juste part d'impôt.

"On est quasiment arrivé à un accord. (Steven) Mnuchin (ministre des Finances américain) a fait savoir qu'il souhaitait quitter la table des négociations. Dans ma vie, j'en ai fait des négociations, ça court jusqu'au 31 décembre, bien sûr on sort de la salle, on va consul-

ter, on revient. Ils sont les bienvenus et pourront revenir en septembre, en octobre, pourquoi pas en novembre et pourquoi pas en décembre", a déclaré M. Breton sur RFI.

"Et si jamais il n'y a pas d'accord dans le cadre de l'OCDE, notre proposition avec mon collègue Paolo Gentiloni, qui est le commissaire européen à l'Economie, est prête et sera mise sur la table", a ajouté Thierry Breton.

"On ne menace personne, on dit que c'est juste normal". Et il n'y a "pas uniquement les plateformes américaines" mais aussi "les grandes plateformes chinoises, tout le monde sera mis à la même enseigne.

Il est parfaitement normal que dans cet espace informationnel, on paie son juste impôt", a insisté le commissaire européen.

Le commissaire européen aux Affaires économiques, Paolo Gentiloni, avait espéré jeudi que la pause annoncée par Washington dans ces négociations internationales sur la taxation des GAFA ne serait "pas un arrêt définitif".

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة السكن والعمران والمدينة

MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

OFFICE DE PROMOTION ET GESTION IMMOBILIÈRE D'EL TАРF



ديوان الترقية والتسيير العقاري بالطارف

Avis d'attribution provisoire de l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°25/2019

NIF : 099 836 068 204 435

En application des dispositions du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public notamment de l'article 65. L'office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya de El Tarf, informe l'ensemble des soumissionnaires

ayant participé à l'appel d'offres nationales ouvert avec exigences de capacités minimales N°25/2019 portant le reste à réaliser logement public locatifs en tous corps d'état avec VRD à travers - la wilaya d'El Tarf, après l'analyse et l'évaluation des offres il est déclaré l'attribution suivante :

Programme	Projet	Soumissionnaires	Montant de soumission	Montant après vérification	Note	Délais mois	OBS
3000 logts RHP 2010	RAR 50 logts Avec VRD à Bouteldja	Redjem Boubaker 197543080008140	123 278 795,08 DA	123 404 529,85 DA	48,00	24 mois	Offre moins disant
3000 logts RHP 2011	Lot N°01 : RAR 20 logts à Bougouse	Kaddour Abdelaziz NIF / 198128140043042	45 128 563,46 DA	45 430 652,06 DA	15,00	18 mois	Offre unique (offre acceptable)
	Lot N°02 : VRD 20 logts à Bougouse		7 056 466,42 DA	6 629 029,46 DA	15,00		

N.B : Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours devant la commission des marchés des publics d'office promotion et de gestion immobilière « OPGI » d'El Tarf dans délai 10 jours à

compter de la date de publication du présent avis conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation service public.

NATATION

Le manque des piscines à Oran décourage de plus en plus les nageurs

L'ancien champion algérien de natation, Sofiane Benchechor, actuellement président du CSA/Bahia Nautique, a indiqué, lundi, qu'ils étaient plusieurs nageurs à Oran à avoir abandonné cette discipline en raison du manque sensible en matière d'infrastructures.

"La situation de la natation à Oran n'augure rien de bon, surtout au vu des difficultés rencontrées par les clubs en matière de piscines et de finances", a déclaré Benchechor à l'APS.

"Cela n'est pas propre aux clubs oranais car, cette situation concerne la natation nationale en général.

Tous mes collègues au niveau des différentes régions du pays, sont unanimes à faire le même constat.

Tout le monde craint d'ailleurs de voir nos jeunes nageurs finir par tout abandonner, comme c'est le cas pour plusieurs d'entre eux ici à Oran", a-t-il prévenu.

Cet ancien international, qui a longtemps hissé le drapeau algérien dans les manifestations internationales, précise ne pas souhaiter que tous les efforts déployés jusque-là partent en fumée, surtout après la fulgurante ascension de son club, Bahia Nautique, classé troisième dans le cham pionnat interclubs la saison passée.

Mais les obstacles, devenues de plus nombreux, que rencontre ce club, fondé en 2006, risquent de lui jouer un mauvais tour, selon le même interlocuteur, informant au passage que depuis la fermeture de la piscine olympique de M'dina J'dida, ses sportifs "sont en train de vivre le calvaire".

"Vu que la piscine olympique, la seule actuellement dans la ville d'Oran, est fermée depuis un bon bout de temps pour des travaux de restauration en vue des Jeux méditerranéens, nous sommes dans l'obligation de nous rabattre sur des piscines situées loin d'Oran, à l'image de celles des daïra d'Arzew et de Gdyl", a-t-il souligné.

Il a ajouté que "la longue distance que doivent parcourir quotidiennement nos athlètes, censés aussi concilier leur carrière sportive avec leurs études, a fini par les user, au point où plusieurs d'entre eux ont tout simplement arrêté de nager".

Regroupant plus de 85 nageurs, Bahia Nautique voit, en outre, ses charges sur le plan financier augmenter d'une saison à une autre, précise encore Bouchakour qui est l'actuel vice-président de la commission d'organisation sportive relevant du comité d'organisation des Jeux méditerranéens prévus à Oran en 2022.

"D'ailleurs, rien que pour assurer des créneaux d'entraînement à ses capés au niveau des piscines d'Arzew et de Gdyl, le club est dans l'obligation de déboursier pas moins de 750.000 DA annuellement", a-t-il fait savoir, tout en rappelant au passage que le montant global des subventions qui lui sont alloués par les autorités locales ne dépassent pas le million de dinars.

Ajouter à cela, la trésorerie de Bahia Nautique se retrouve souvent en difficultés quand il s'agit d'effectuer des déplacements pour participer à des compétitions officielles.

"Ces déplacements sont devenus très coûteux", se plaint le même responsable, qui attend avec impatience l'inauguration du centre nautique, composé de trois piscines dont deux olympiques, relevant du nouveau complexe sportif d'Oran en cours de réalisation, pour souffler. "Ce sera un acquis de taille pour la natation oranaise qui a tout le temps alimenté les équipes nationales par des talents.

Avec la réouverture prochaine aussi de la piscine olympique de M'dina J'dida, les choses devaient s'améliorer en matière d'outil de travail, mais il faut que les responsables de ces équipements accordent la priorité aux clubs compétiteurs au nombre de sept à Oran", a-t-il souhaité.

APS

CORONAVIRUS

Les gérants des salles de sport impatientes de reprendre leurs activités

Les gérants des salles de sport, contraints à un arrêt complet depuis plus de trois mois en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), s'impatientent de recevoir le feu vert des autorités pour reprendre leurs activités, tout en promettant de respecter scrupuleusement les mesures préventives.

Interpellés par l'APS, plusieurs d'entre eux ont exprimé leurs inquiétudes par rapport à cette situation qui n'arrange pas leurs affaires.

S'ils disent adhérer aux mesures décidées par le gouvernement pour contrecarrer le Covid-19, ces gérants font face à une "asphyxie financière" en l'absence de revenus.

Riyad Khalfi, gérant de la salle Maya gym à Hussein-Dey (Alger), affirme : "J'emploie dix personnes et, sincèrement, je ne sais pas comment les payer car nous n'avons enregistré aucune rentrée financière depuis presque quatre mois.

Je me demande aussi si le fisc tiendra compte du caractère particulier de la situation et nous dispensera d'impôts pour ladite période".

Interrogé sur les dispositions préventives nécessaires, il a expliqué avoir procédé à un traçage sur le sol de sa salle pour respecter la distanciation réglementaire d'un mètre carré entre chaque adhérent, outre la réduction du nombre habituel de ses abonnés.

De son côté, Mourad Chaïb, le gérant de la salle Mira fitness, a indiqué qu'il reçoit quotidiennement de nombreux appels téléphoniques émanant de ses abonnés qui, après près de quatre mois, "commencent à s'impatienter tout autant de reprendre l'activité", avant d'assurer que "les redevances fiscales et les factures d'électricité ne représentent pas vraiment un problème" pour lui.

"Tout ce que je veux, c'est reprendre mon activité.

D'ailleurs, je me suis déjà préparé pour la reprise et tout ce que j'attends désormais, c'est le feu vert des au-



torités compétentes pour passer à l'action".

Comme pour le premier, le gérant de cette salle a assuré avoir pris toutes les mesures nécessaires pour garantir une reprise saine à ses clients, allant jusqu'à l'utilisation du thermomètre pour un contrôle régulier de leur température corporelle.

Mourad Chaïb a promis également de réduire considérablement le nombre de ses abonnés à la reprise car, selon lui, "la salle n'admettra désormais que 30 à 40 athlètes, avec toutes les mesures d'hygiène nécessaires, notamment le gel hydroalcoolique et la désinfection du matériel de travail.

Même si les autorités compétentes décident de nous imposer d'autres mesures préventives pour éviter tout risque de contamination au coronavirus, nous les appliquerons à la lettre, car nous sommes tout autant soucieux de la santé de nos clients", a-t-il encore tenu à souligner.

Campagne sur le net

Pour sa part, Ayoub Ziane, le gérant de la salle Power gym, sise à Kouba et spécia-

lisé en arts martiaux, a beaucoup plus attiré l'attention sur les répercussions de l'arrêt complet de l'activité pendant plus de trois mois sur son gagne-pain et celui de ses employés.

"Je veux attirer l'attention sur l'état critique dans lequel nous nous trouvons actuellement, particulièrement sur le plan financier, car il s'agit de notre seul et unique gagne-pain, et cela fait maintenant plusieurs mois que nous n'avons enregistré aucune rentrée d'argent", s'est-il alarmé.

Ziane a plaidé au passage pour des réunions avec les autorités compétentes pour sortir avec des mesures qui arrangent tout le monde, vu le caractère particulier de la situation.

Selon le coach Filali Naïmi, entraîneur-formateur de kung fu wushu à Tlemcen, "les élèves ont pris un sérieux coup au moral, alors que personnellement, j'ai beaucoup plus souffert sur le plan financier du fait que cela fait près de quatre mois que je suis pratiquement sans le moindre revenu". Un arrêt d'autant plus fatal pour Filali Naïmi qui est locataire de quatre salles

différentes, sises dans les communes de Bouhenak, Imama, Hennaya et Nedrouma, et dont les revenus de chacune d'entre elles lui étaient indispensables pour pouvoir joindre les deux bouts. "Sincèrement, je ne sais pas si je vais trouver un compromis avec les propriétaires de ces salles car je dois verser un loyer à chacun d'entre eux et cela fait près de quatre mois que je suis sans revenus.

J'espère qu'ils seront compréhensifs et tiendront compte de ma situation, car autrement, je ne sais pas quoi faire", a-t-il dit.

Les établissements sportifs ont fermé leurs portes en mars dernier sur l'ensemble du territoire national par mesure de prévention face à l'expansion du nouveau coronavirus.

Pris à la gorge, surtout sur le plan financier, les gérants de plusieurs salles de sport, du fitness au cardio, en passant par l'haltérophilie, les arts martiaux et le body-building, ont lancé une campagne via les réseaux sociaux ("Tous pour la réouverture des salles de sport") et sont toujours dans l'attente de jours meilleurs.

TENNIS

Coric contrôlé positif au coronavirus

Le Croate Borna Coric a annoncé lundi avoir été testé positif au nouveau coronavirus (COVID-19) après avoir participé à l'Adria Tour, une fête du tennis organisée par le N.1 mondial le Serbe Novak Djokovic dans les Balkans sans mesures sanitaires.

"Bonjour tout le monde, je voulais vous annoncer que j'ai été testé positif au Covid-19. Je veux être certain que toute personne ayant été en contact avec moi ces derniers jours se fasse tester ! Je suis vraiment désolé pour le mal que j'ai pu faire !", annonce le Croate (33e mondial) dans un tweet qui ressemble énormément à celui publié dimanche par Dimitrov (19e).

Le Bulgare avait déclaré forfait pour la compétition après avoir perdu contre Coric, justement, en ayant montré de très gros signes de fatigue.

Coric précise qu'il se "sent bien et n'(a) aucun symptôme". L'annonce du

test positif de Dimitrov a entraîné l'annulation de la finale du tournoi à Zadar (Croatie) entre Djokovic et Andrey Rublev.

Ont également participé à l'Adria Tour Dimitrov (19e), Thiém (3e) et Alexander Zverev (7e).

Thiém avait quitté les Balkans pour rejoindre le sud de la France pour participer à la compétition de Patrick Mouratoglou, l'Ultimate Tennis Showdown (UTS) où sont également réunis Stefanos Tsitsipas (6e), Matteo Berrettini (8e), David Goffin (10e), Benoît Paire (22e), Richard Gasquet (50e), Fe-



liciano Lopez (56e), Corentin Moutet (75e), Alexei Popyrin (103e) et Dustin Brown (239e).

Ils sont tous censés reprendre la compétition officielle en août et la quasi totalité est éligible à l'US Open qui se déroulera sans qualifications (31 août-13 septembre).

ALGÉRIE Bougherra nouveau sélectionneur de l'équipe (A')

L'ancien défenseur international algérien Madjid Bougherra, a été désigné à la tête de la sélection nationale A', composée de joueurs locaux, a annoncé lundi la fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

«Le président de la FAF, Kheireddine Zetchi et le Bureau fédéral, en concertation avec le sélectionneur national, Djamel Belmadi, ont désigné officiellement Madjid Bougherra en qualité d'entraîneur de l'équipe nationale des joueurs locaux», a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué.

Bougherra (37 ans) avait rejoint l'équipe nationale en 2004 alors qu'il relevait encore de la catégorie «espoirs», puis a progressivement grimpé les échelons, jusqu'à en devenir le capitaine.

Le «Magic» a disputé, entre autres, les Coupes du monde de 2010 et 2014, ainsi que les Coupes d'Afrique des nations de 2010 et 2015.

Il a joué son dernier match officiel sous le maillot national lors de la CAN-2015, en Guinée-Equatoriale, lors duquel l'Algérie s'est inclinée en quarts de finale contre la Côte d'Ivoire (3-1).

«L'ancien capitaine des Verts aura pour mission principale de préparer les



échéances futures de cette sélection, notamment le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022, réservé aux joueurs locaux, qu'abritera l'Algérie.

Il aura ainsi la possibilité de prospecter et de suivre de plus près les joueurs du cham-

pinat national, non seulement pour la sélection dont il aura la responsabilité, mais également pour l'équipe A où il collaborera étroitement avec Djamel Belmadi», conclut la FAF.

Bougherra avait entamé sa carrière d'entraîneur en 2017

sur le banc de l'équipe réserve d'Al-Duhail (Qatar), avec lequel il avait remporté le titre à deux reprises. Sa dernière expérience remonte à 2019-2020 avec l'équipe première d'Al-Fujairah (Div.1/ Emirats arabes unis), avant d'être limogé en février dernier.

TOURNOI DE MONTAIGU (U-16)

L'Algérie confirme sa participation à l'édition 2021

La Fédération algérienne de football (FAF) a confirmé dimanche l'engagement de l'équipe nationale des moins de 16 ans (U-16) au 48e Mondial de Montaigu (Ouest de la France) prévu en 2021, suite à l'annulation de l'édition 2020 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19).

«La FAF a été saisie par les organisateurs de ce tournoi, considéré comme l'un des plus relevés au monde, pour confirmer sa participation pour la pro-

chaine édition (48ème) qui aura lieu en 2021», écrit la FAF dans un communiqué.

Le tournoi de 2020 devait avoir lieu du 7 au 13 avril, avant d'être annulé par les organisateurs en raison de la pandémie de COVID-19.

L'équipe nationale algérienne U-16 comptait sur ce tournoi pour peaufiner sa préparation en vue du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) qui devait se jouer en juillet en Algérie, un rendez-vous qualificatif à la CAN des

U-17 et également reporté. A Montaigu, la sélection nationale devait affronter dans le groupe A la France, l'Argentine (détentrice du titre) et le Mexique.

Le groupe B était composé de l'Angleterre, du Portugal, du Brésil et du Japon.

Les organisateurs ont programmé la prochaine édition du 30 mars au 5 avril 2021, avec la présence éventuellement des mêmes équipes et sur les mêmes stades vendéens, selon le Comité directeur du Mondial Football Montaigu.

LIGUE 1 FRANÇAISE

Belmadi convoité par des clubs du Top 5

Le sélectionneur de l'Algérie, Djamel Belmadi, dont le contrat court jusqu'en 2022, a reçu des offres de clubs du Top 5 de la Ligue 1 française de football, croit savoir le journaliste Jonatan MacHardy, consultant de RMC.

«Il (Belmadi) en a eu des offres en championnat français. Ca, je peux l'affirmer. Il a eu des offres de clubs du Top 5 français. Ca ne s'est pas fait pour des négociations», a révéilé le consultant dans l'émission «After Foot».

Belmadi (44 ans) s'était engagé avec la Fédération algérienne (FAF) en août 2018 en remplacement de Rabah Mad-

jer pour un contrat jusqu'à la Coupe du monde 2022 au Qatar.

Pour sa première année sur le banc des «Verts», l'ancien capitaine de la sélection a réajusté l'exploit de mener l'équipe nationale à la victoire finale lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, disputée en Egypte. Tout en qualifiant Belmadi de «très bon entraîneur», Jonatan MacHardy estime qu'il peut exercer au haut niveau.

MacHardy répondait à Nourredine Bouachera, membre du comité directeur de l'UNECATEF, le syndicat des entraîneurs français. Bouachera a toujours dénoncé le manque



de représentativité des entraîneurs d'origine maghrébine ou subsaharienne à des postes à responsabilité dans le football français en général et en Ligue 1 en particulier.

La Ligue 1 française a été définitivement suspendue en

raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19). Le Top 5 du classement final de la saison 2019-2020 est composé, dans l'ordre, du Paris SG (champion), de l'Olympique Marseille, du Stade Rennais, de Lille OSC et de l'OGC Nice.

ENREGISTREMENT SONORE

Pas de liberté provisoire pour Halfaia et Saâdaoui

Le directeur général de l'ES Sétif, Fahd Halfaia, et le manager de joueurs Nassim Saâdaoui, placés sous mandat de dépôt dans l'affaire de trucage présumé de matchs fuité par un enregistrement sonore, ont vu leur demande de mise en liberté provisoire rejetée par la Chambre d'accusation de la Cour d'Alger, a appris

l'APS dimanche auprès d'une source proche du dossier.

La Chambre d'accusation a confirmé la décision initiale prise par le juge d'instruction de la première chambre, le 7 juin, lors de la comparution des deux accusés au niveau du tribunal de Sidi M'hamed (Alger). Saâdaoui est accusé d'atteinte

à la liberté d'autrui, diffamation et enregistrement d'appel téléphonique sans consentement, alors que Halfaia est accusé de trucage de matchs. Selon le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, les deux hommes encourent une peine allant de 2 à 10 ans d'emprisonnement.

ALLEMAGNE Monchengladbach et Bensebaini à un point de la Ligue des champions

Le Borussia Monchengladbach, où évolue le défenseur international algérien Rami Bensebaini, vainqueur samedi en déplacement face à Paderborn (3-1), n'est désormais qu'à un point d'une qualification à la prochaine édition de la Ligue des champions, à une journée de la fin du championnat allemand de football.

Le Borussia a profité de la contre-performance de son concurrent direct à la quatrième place, qualificative pour la C1, à savoir le Bayer Leverkusen, qui a perdu samedi sur le terrain du Hertha Berlin 2 à 0, pour intégrer le quatuor de tête, au terme de la 33e journée.

Monchengladbach compte 62 points au compteur, alors que la formation de Leverkusen en a 60.

La différence de buts est favorable à l'équipe dirigée par Marco Rose. Un match nul lors de la réception du Hertha Berlin à la dernière journée, le 27 juin prochain, suffira pour se qualifier à la C1.

Passer sur le troisième but face à Paderborn, Bensebaini compte désormais 5 buts et 5 passes décisives toutes compétitions confondues, en 25 matchs cette saison.

L'Algérien de 25 ans s'était engagé avec le Borussia Monchengladbach en août 2019 pour un contrat de quatre années.

Formé à l'Académie JMG/Paradou AC, le natif de Constantine a porté durant sa carrière les couleurs de Lierse (Belgique), Montpellier (France) et Rennes (France), avec lequel il avait décroché la Coupe de France 2019.

L'hôtel des Fennecs à Sidi-Moussa sera réceptionné en septembre

L'hôtel des Fennecs, réservé à l'équipe nationale de football au niveau du Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger), sera réceptionné «vers le mois de septembre prochain», a indiqué la Fédération algérienne de la discipline dimanche sur son site.

«Les travaux ont démarré il n'y a pas longtemps, mais ils ont bien avancé et l'hôtel devrait être réceptionné vers le mois de septembre prochain», a assuré la FAF, en précisant que le président Kheireddine Zetchi avait effectué une visite d'inspection sur le chantier il y a environ une semaine pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux.

Il a saisi cette occasion pour demander aux ouvriers «d'accélérer la cadence» pour être sûr de finaliser le projet à la date convenue.

Ces travaux de rénovation et de réaménagement sont destinés à moderniser cet hôtel, au point d'en faire «une vraie résidence cinq étoiles» qui mettra le capitaine Riyad Mahrez et ses coéquipiers dans les meilleures conditions possibles lors de leurs prochains regroupements à Alger.

ESPAGNE

Le Real Madrid reprend la tête du classement, Zidane ne s'enflamme pas

L'entraîneur français du Real Madrid, Zinédine Zidane, a refusé de s'enflammer suite à la victoire de son équipe dimanche soir en déplacement face à la Real Sociedad (2-1), un succès qui permet au club merengue de reprendre la tête du classement du championnat d'Espagne de football, à l'occasion de la 30e journée.

«C'est une très belle satisfaction. Ce n'est pas facile, c'est un terrain compliqué, et la Real Sociedad est un adversaire compliqué, qui peut te mettre en difficulté. Notre attitude a été exemplaire du début à la fin, et la victoire est méritée. Mais cela ne change rien, il faut que l'on gagne les 8 matches restants», a-t-il indiqué aux médias, à l'issue de la partie.

Les Madrilènes l'ont emporté grâce à un but sur penalty du capitaine merengue Sergio Ramos (50e) après une faute dans la surface de Diego Llorente sur Vinicius, puis un but de Karim Benzema après un contrôle de l'épaule (70e), avant la réduction du score de Mikel Merino (83e).

«La fin du match n'a pas été facile mais on a tenu bon. L'attitude a été exemplaire du début à la fin. Cela ne change rien au panorama, on sait très bien que le titre se jouera à la fin. Il faut continuer comme nous sommes en train de le faire, avec beaucoup de concentration, d'abnégation et d'envie», a-t-il ajouté. Interrogé sur le capitaine du Real Sergio Ramos, sorti sur blessure suite à un coup reçu au genou, Zidane s'est montré rassurant.

«Là, il a vraiment mal, mais il me semble que c'est seulement le coup. Ça, c'est la bonne nouvelle. Mais on verra bien. Ce qui est sûr, c'est que là, il a vraiment mal. (...) Pour moi, c'est le meilleur défenseur au monde. Ce qu'il fait depuis toutes ces années, c'est incroyable. Il apporte énormément à l'équipe et à tout le club».

Auteur de son 17e but de la saison, l'attaquant français Karim Benzema a récidivé après son doublé signé face au FC Valence (3-0) et revient à quatre buts du meilleur réalisateur de la Liga, l'Argentin Lionel Messi (FC Barcelone) qui compte 21 réalisations.

BULGARIE

Le Ludogorets champion pour la 9e année consécutive

Le club de football du Ludogorets Razgrad s'est assuré dimanche le titre de champion de Bulgarie pour la neuvième année consécutive, à quatre journées de la fin du championnat.

Après sa victoire 2-1 face au Beroe Stara Zagora lors de la première journée des play-offs, Ludogorets compte 65 points, soit 14 de plus que le second au classement provisoire, le CSKA Sofia. Le club égalise ainsi le record du club CDNA, actuel CSKA Sofia, qui avait remporté pendant neuf années de suite le titre de champion de Bulgarie, de 1954 à 1962.

APS

QATAR (AL-SAILIYA SC)

Belhadj prolonge son contrat d'une saison supplémentaire

L'ancien défenseur international algérien, Nadir Belhadj, a prolongé son contrat d'une saison supplémentaire avec la formation d'Al-Sailiya SC, a annoncé lundi le club pensionnaire de la division 1 qatarie de football.

Le latéral gauche de 38 ans va enchaîner ainsi sa quatrième saison sous les couleurs d'Al-Sailiya SC, lui qui avait rejoint le club qatari en juin 2017 en provenance de Sedan (National 2/ France).

Le joueur algérien, passé notamment par Al-Sadd du Qatar (2010-2016), a disputé cette saison 18 rencontres, toutes compétitions confondues, inscrivant un but et délivrant deux passes décisives.

L'ancien joueur de Portsmouth (Angleterre) a repris les entraînements avec son équipe pour se préparer à la reprise de l'exercice 2019-2020, prévu pour le 24 juillet après quatre mois d'interruption en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19). Au terme de la 17e journée,



Al-Sailiya SC pointe à la 6e place au classement avec 23 points, loin derrière le leader Al-Duhail SC (42 pts).

Le natif de Saint-Claude (France) a porté 55 fois le maillot national (4 buts) entre 2004 et 2014, pr enant part à la

Coupe d'Afrique des nations CAN-2010 en Angola et au Mondial de la même année en Afrique du Sud.

MONDIAL 2023 (DAMES)

Le Japon renonce à sa candidature

Le Japon a annoncé lundi sa décision de renoncer à sa candidature à l'organisation de la Coupe du monde de football féminin en 2023, à quelques jours de la décision officielle de la Fédération internationale (Fifa).

«Je ressens de la résistance contre l'organisation de deux événements majeurs dans le même pays en l'espace de peu de temps, une résistance renforcée par l'impact du coronavirus», a indiqué le président de la JFA dans un communiqué, en référence aux Jeux de Tokyo reportés

d'un an à 2021 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19).

Il a également fait remarquer que la Fédération de football d'Asie du Sud-Est a déjà reporté son soutien à la candidature conjointe de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, et que le Japon a accueilli plusieurs tournois de la Fifa ces dernières années. Le retrait du Japon laisse place à un duel entre la Colombie et la candidature australienne, présentée comme favorite. Cette décision intervient quelques semaines après le renoncement du Brésil

en raison de l'austérité imposée par la pandémie de COVID-19. L'instance mondiale doit annoncer jeudi le vainqueur d'une bataille réduite de 10 à 2 candidats. La Coupe du monde dames, dont la dernière édition en France (2019) a été suivie par plus d'un milliard de personnes, passe d'un format de 24 à 32 équipes pour gagner encore en popularité. Le Japon doit accueillir les Jeux olympiques à partir du 23 juillet 2021 mais certains spécialistes doutent de la maîtrise totale de la pandémie d'ici là.

ESPAGNE

Carlo Ancelotti poursuivi pour fraude fiscale

L'ancien entraîneur du Real Madrid (Liga espagnole de football) l'Italien Carlo Ancelotti, actuellement sur le banc d'Everton (Angleterre), est poursuivi pour fraude fiscale en Espagne, rapportent lundi les médias locaux.

Ancelotti (61 ans) n'aurait pas déclaré un peu plus d'un million d'euros, alors qu'il dirigeait le club merengue (2013-2015).

Le parquet espagnol a annoncé lundi avoir entamé des poursuites contre Carlo Ancelotti, accusé d'avoir dissimulé au fisc une partie de ses revenus, pour un total d'environ un million d'euros.

«Le parquet porte plainte

contre Carlo Ancelotti pour une fraude fiscale d'un million d'euros», a-t-il annoncé dans un communiqué.

La plainte porte sur «deux possibles délits contre le Trésor public relatifs à l'impôt sur le revenu des exercices fiscaux de 2014 et 2015», durant lesquels le technicien italien n'aurait pas déclaré «un total de 1,062 million d'euros», précise le communiqué.

Un juge devra ensuite accepter de se saisir de l'affaire et éventuellement convoquer le technicien.

Selon le parquet, Ancelotti aurait bien déclaré ses salaires perçus de la part du Real Madrid en 2014 et 2015 mais pas



«les revenus correspondants à l'exploitation de ses droits à l'image, ainsi que ceux dérivés de sa relation avec le club sportif madrilène ou ceux perçus comme conséquence de contrats avec d'autres marques». Selon le procureur, Ancelotti a agi ainsi «avec l'in-

tention d'échapper de manière injustifiée à ses obligations envers le Trésor public».

L'entraîneur est accusé de s'être appuyé sur un «réseau complexe de sociétés écran» afin de cacher l'identité du bénéficiaire réel de ces revenus au fisc espagnol.

SERBIE - ETOILE ROUGE DE BELGRADE

Cinq joueurs testés positifs au COVID-19

Cinq joueurs de l'Etoile rouge de Belgrade (Div.1) ont été testés positifs au nouveau coronavirus (COVID-19), a annoncé lundi le club champion de Serbie de football.

L'annonce survient 11 jours après le derby disputé contre le grand rival, le Partizan Belgrade (1-2), dans le cadre de la demi-finale de la Coupe de Serbie, devant 16.000 spectateurs, une affluente inédite en Europe depuis le début de la pandémie qui avait mis à l'arrêt toutes les compétitions sportives en mars.

Marko Gobeljic, Njegos Petrovic, Dusan Jovancic et Marko Konatar ne se sentaient

pas bien avant le dernier match du championnat contre Proleter samedi et ont déclaré forfait.

Branko Jovicic n'avait pas de symptômes mais a été testé positif. Le reste des joueurs et l'encadrement ont eu des résultats négatifs. Après la reprise de son championnat de football à huis clos fin mai, la Serbie a ré-autorisé en juin les rassemblements à ciel ouvert sans limite de public.

Les images de supporters captées par les médias serbes ont montré durant le derby un public ne respectant pas de distanciation permettant de freiner la pro-

pagation du coronavirus. Jeudi dernier, le Monténégro, pays voisin de la Serbie, a annoncé neuf cas importés de coronavirus, dont sept directement liés à ce derby serbe. Jevto Erakovic, le directeur du Centre clinique à Podgorica, capitale du Monténégro, a dénoncé le «comportement de certains individus irresponsables» qui s'étaient rendus à Belgrade pour assister au match.

Samedi, à Belgrade, les joueurs de l'Etoile rouge ont en outre célébré leur titre de champion après leur dernier match de la saison avec une foule de plus de 10.000 supporters.

Santiago Arias sur le départ

L'Atlético de Madrid préparerait le départ de Santiago Arias cet été. Une offre de 20 millions d'euros serait attendue. L'Atlético de Madrid rense son effectif. Cette saison relativement ratée prouve que les clés du camion doivent être redistribuées. Le système défensif semble voué à se restructurer. Alors, Diego Simeone aurait fait une revue de sa défense. Un latéral à grosse valeur marchande devrait faire ses valises cet été, selon Mundo Deportivo. Avec la belle concurrence à droite autour de Kieran Trippier et Šime Vrsaljko, l'entraîneur des Colchoneros n'a plus besoin d'une troisième option. Alors, Santiago Arias (28 ans) partirait sans être bradé dès que possible.



IBRAHIMOVIC ABSENT DE LA REPRISE À LECCE

Pour son retour à la compétition en championnat, l'AC Milan se déplace lundi soir à Lecce, dans un match comptant pour la 27e journée de Serie A. L'entraîneur des Rossoneri, Stefano Pioli, a communiqué son groupe, dans lequel ne figure pas Zlatan Ibrahimovic. L'attaquant suédois n'est pas totalement remis d'une blessure au mollet droit contractée à l'entraînement. Annoncé sur les tablettes du Paris Saint-Germain, le défenseur français Théo Hernandez a été convié, comme l'ex-Lillois Rafael Leao.

ZIDANE : «IL NOUS RESTE 8 FINALES»

À la suite de la victoire sur la pelouse de la Real Sociedad (2-1) qui a replacé son équipe en tête de la Liga, Zinedine Zidane a insisté sur le fait qu'elle devrait garder le même niveau d'exigence jusqu'à la fin.

Le succès du Real Madrid au Pays basque hier soir n'a pas manqué de créer la polémique. En cause, des décisions arbitrales favorables aux Merengues qui ne manquent pas de faire écho aux déclarations ironiques de Gerard Piqué sur une force madrilène supposément difficilement dépassable. Zinedine Zidane a regretté en conférence de presse d'après-match cette référence continue aux arbitres : "Ce qui m'ennuie c'est qu'à la fin on ne parle que de l'arbitrage, comme si nous n'avions rien fait sur le terrain, mais nous ne pouvons pas contrôler la polémique. Nous avons gagné sur le terrain et je crois que c'est légitimement mérité." En revenant précisément sur les 2 décisions qui font le plus polémique, Zidane assure : "Il y a penalty et je crois que sur le but (le 2e, ndr) Karim contrôle la balle de l'épaule", tout en ajoutant qu'il ne voulait parler désormais que du match. "Nous n'avons rien atteint. Ce sont 3 victoires mais nous savons que ce sera très compliqué jusqu'à la fin car il y a de très bonnes équipes dans ce championnat. Nous devons continuer sur cette dynamique. Il faut souligner notre attitude de vouloir gagner dès le coup d'envoi." Et le Français de rester factuel : "il nous reste 8 finales et le championnat ne s'arrête pas à la prochaine journée, il faut continuer ainsi."

Zidane donne des nouvelles de Ramos

Auteur dimanche soir du premier but du Real Madrid sur le terrain de la Real Sociedad (2-1), sur penalty, Sergio Ramos n'a pas pu disputer l'intégralité de la rencontre à Anoeta. Touché, le défenseur central et capitaine des Merengues a dû laisser sa place à Eder Militao à l'heure de jeu. Après le succès du club de la capitale, Zinedine Zidane a réagi à la sortie du footballeur de 34 ans. Le technicien de la Maison Blanche s'est montré rassurant sur l'état physique de son joueur. "Son genou lui a fait mal, mais nous pensons que c'est juste un coup." Grâce à son but, Sergio Ramos est devenu le défenseur le plus prolifique de l'histoire de la Liga, avec un total de 68 réalisations.



ARTHUR FINALEMENT À LA JUVE ?

selon les informations du quotidien italien La Gazzetta dello Sport ce lundi, le Brésilien a été convaincu et pourrait finalement accepter un départ pour la Vieille Dame. Même si des derniers détails restent à régler, cet échange devrait bel et bien avoir lieu. Longtemps pressenti dans cette opération, le latéral droit de la Juve Mattia De Sciglio ne sera lui finalement pas concerné par ce deal.

SARRI RETOURNE SA VESTE CONCERNANT RONALDO...

Après avoir perdu contre le Napoli en finale de Coupe d'Italie, Sarri avait tacé Cristiano Ronaldo estimant qu'il manquait "un peu de forme". Des propos auxquels avait réagi la sœur du principal intéressé sur ses réseaux sociaux. Mais ce dimanche, Maurizio Sarri a complètement changé de discours...

"Cristiano Ronaldo ? Nous avons discuté avant le match face à Milan et celui contre le Napoli, puis hier (samedi ndr) aussi. Il a inscrit 700 buts à partir de la gauche il est donc normal que sa préférence soit celle-là. En finale j'ai parlé avec les trois attaquants (Cristiano Ronaldo, Paulo Dybala et Douglas Costa ndr) puis, en analysant avec eux, nous avons tous accepté de partir avec Dybala dans l'axe. Hier, j'ai longuement parlé à Cristiano, car il ne doit pas perdre confiance. J'espère dès demain, mais au plus tard dans une semaine, que le footballeur le plus fantastique de tous les temps reviendra. Vous ne pouvez pas toujours être au sommet" a déclaré Maurizio Sarri à Sky.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

TOMBÉ EN MARTYR

Inhumation du **Chahid du devoir national Znanda Mostafa à Ténès**

Le Caporal Znanda Mostafa, tombé en martyr en accomplissant le devoir national lors d'une embuscade opérée par un détachement de l'ANP dans la zone de Gaadet Lahdjar, commune de Tarek Ben Ziad, wilaya d'Aïn Defla en 1^{ère} Région militaire, a été inhumé dans l'après-midi de dimanche au cimetière de Chaarir à Ténès (55Km au nord de Chlef).

Outre les proches et les membres de sa famille, le défunt a été accompagné à sa dernière demeure par de nombreux citoyens de Hai Oued Lakseb et de Ténès, du Wali Messaoued Djari et des autorités militaires et sécuritaires. Pour rappel, le ministère de la Défense nationale (MDN) avait indiqué dans un communiqué que "lors d'une embuscade opérée dans la zone de Gaadet Lahdjar, commune

de Tarek Ben Ziad, wilaya d'Aïn Defla en 1^{ère} Région Militaire, un détachement de l'Armée Nationale Populaire s'est accroché, samedi soir, avec un groupe terroriste armé, ce qui a causé le décès en martyr du caporal contractuel "Znanda Mostafa", pendant l'accomplissement de son devoir national.

Les détachements de l'Armée Nationale Populaire (ANP) participant à cette opération toujours en cours, ont pris toutes



les mesures sécuritaires nécessaires pour le bouclage et le ratissage de cette zone, et la pour-

suite de ces criminels, avait souligné le communiqué.

Le Président Tebboune présente ses condoléances à la famille du défunt et à l'ANP

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté dimanche ses condoléances à l'Armée nationale populaire (ANP) et à la famille du caporal contractuel "Znanda Mostafa" décédé en martyr samedi lors d'un accrochage avec un groupe terroriste armé à Aïn Defla.

"L'Algérie a perdu, avec le décès au champ d'honneur du caporal Znanda Mostafa, un des

héros de la Nation dont le sang a coulé pour la patrie contre un terrorisme barbare", a écrit le Président Tebboune sur les réseaux sociaux, affirmant que le "sang versé par Mustapha et ses prédécesseurs ne sera pas vain car nous vaincrons, avec la volonté d'Allah, les résidus du terrorisme". "Mes sincères condoléances à la famille du martyr et à l'ANP digne héritière de l'Armée de libération na-

tionale. A Dieu nous appartenons et à lui nous retournerons", a ajouté le Président de la République.

Un détachement de l'ANP s'est accroché samedi soir lors d'une embuscade opérée dans la zone de Gaadet Lahdjar, commune de Tarek Ben Ziad, wilaya d'Aïn Defla en 1^{ère} Région militaire, avec un groupe terroriste armé, ce qui a causé le décès en martyr du caporal contractuel

"Znanda Mostafa", pendant l'accomplissement de son devoir national.

Les détachements de l'ANP participant à cette opération, toujours en cours, ont pris toutes les mesures sécuritaires nécessaires pour le bouclage et le ratissage de cette zone, et la poursuite de ces criminels", a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Le Premier ministre présente ses condoléances à la famille du défunt

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a présenté dimanche ses sincères condoléances à la famille du caporal Znanda Mostafa décédé en martyr samedi lors d'un accrochage avec un groupe terroriste armé à Aïn Defla.

"J'ai appris avec une profonde affliction le décès en martyr du caporal Znanda Mostafa, que Dieu ait son âme, en accomplissant son

devoir national, assassiné par le terrorisme barbare, à la fleur de l'âge", a écrit M. Djerad dans son message de condoléances.

"En cette circonstance douloureuse où l'Algérie perd l'un de ses braves enfants, je ne puis que partager et compatir à votre peine, douleur et tristesse", a-t-il ajouté. "Je vous présente ainsi qu'aux proches du martyr et à travers

vous à ses braves collègues dans les rangs de l'Armée nationale populaire (ANP), mes sincères condoléances et ma profonde compassion, priant Dieu de combler le défunt de Sa sainte miséricorde, de l'accueillir dans Son vaste paradis et de vous prêter patience et réconfort", conclut M. Djerad.

JUSTICE

Reprise mardi du procès de l'homme d'affaires Ali Haddad

La première audience du procès de l'homme d'affaire Ali Haddad, suspendue en raison du décès de l'avocat et frère de l'ex premier ministre, Ahmed Ouyahia se poursuivra mardi prochain, a annoncé dimanche le juge près le Tribunal de Sidi M'hamed (Alger). Présentant ses condoléances à la famille Ouyahia et la corporation des avocats, en son nom personnel et au nom des magistrats, du Procureur de la République et du président du Tribunal, le juge a annoncé la levée de l'audience, ouverte la matinée, et sa reprise mardi prochain, en autorisant à Ahmed Ouyahia d'assister aux Funérailles de son frère. Dans cette affaire, sont poursuivis Ali Haddad et des membres de sa famille, les deux ex Premier ministres Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia, les anciens ministres Amar Ghoul, Boudjemaa Talai, Abdelkader Kadi, Abdelghani Zaalane, Abdesslem Bouchourab, Mahdjoub Bedda, Youcef Youssi, Amara Benyounes et d'autres cadres supérieurs. Lors de l'audience du matin, le juge a entendu Ali Haddad qui a rejeté en bloc toutes les accusations retenues contre lui reconnaissant néanmoins avoir bénéficié de plusieurs faveurs dans différentes wilayas, dont Bejaia, Bouira et El-Bayad pour réaliser ses projets d'investissements. Il a affirmé, dans ce sens, que son groupe s'acquittait "régulièrement" des impôts et taxes de Douane. Admettant que son groupe avait obtenu plusieurs crédits pour la réalisation des projets, il a fait état de difficultés à recouvrer les créances auprès de nombreux départements ministériels. Par ailleurs, Ali Haddad a avoué au Tribunal qu'il avait mis à la disposition de la direction de la dernière campagne électorale de l'ancien Président Abdelaziz Bouteflika quatre (04) fourgons de diffusion directe "à la demande de son frère Saïd Bouteflika". De son côté, l'ex premier ministre, Abdelmalek Sellal a déclaré au Tribunal que l'ancien Président Bouteflika "s'est porté candidat à un 5^e mandat en tant que candidat libre et non d'un quelconque parti politique", ajoutant que "c'est le frère de l'ancien président, Saïd Bouteflika, qui gérait la communication au sein de la direction de campagne".

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Le procès de Tahkout reporté au 1 juillet

Le tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) a décidé lundi de reporter le procès de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, poursuivi dans plusieurs affaires, notamment de corruption, au 1 juillet prochain et ce, en raison de l'absence de l'accusé principal et de l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia. Mahieddine Tahkout est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation en lien avec la corruption, dont "obtention de privilèges, d'avantages et de marchés publics en violation de la législation". Plusieurs responsables et anciens ministres sont également poursuivis dans ces affaires.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Décès de Me Laifa Ouyahia suite à un malaise

L'avocat Laifa Ouyahia qui assurait dimanche au tribunal de Sidi M'hamed d'Alger la défense de son frère Ahmed Ouyahia, ancien chef de gouvernement impliqué dans une affaire de corruption, est décédé suite à un malaise, a appris l'APS auprès du collectif de la défense qui a demandé l'interruption du procès.

Ce dernier s'était ouvert quelque heures auparavant avec l'audition de Ali Haddad, principal accusé dans une affaire de corruption pour laquelle sont également poursuivis notamment les deux anciens chefs de gouvernement Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, ainsi que d'anciens ministres et walis.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Un terroriste se rend aux autorités militaires à Adrar

Un terroriste, qui avait rallié les groupes terroristes en 2012, s'est rendu samedi aux autorités militaires à Adrar, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des Forces de l'Armée Nationale Populaire,

un terroriste s'est rendu, le 20 juin 2020, aux autorités militaires à Adrar en 3^e Région Militaire. Il s'agit du dénommé +Dechli Bekay+ dit +Msalem+, qui avait rallié les groupes terroristes en 2012", note la même source, précisant que ledit terroriste était "en possession d'un (1) pistolet mitrail-

leur de type Kalachnikov et de quatre (4) chargeurs de munitions". Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP "a saisi, à El Oued/4^eRM, 21390 comprimés psychotropes, tandis qu'un autre détachement a saisi, à Tindouf/3^eRM, deux (2) vé-

hicules tout-terrain et (1000) litres de carburants destinés à la contrebande". Par ailleurs, des Garde-côtes et des éléments de la Gendarmerie Nationale "ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 100 individus, à Oran, Ain Témouchent et Tlemcen/2^eRM", conclut le communiqué.

Plus de 3 tonnes de kif traité saisies par un détachement de l'ANP à Tindouf

Plus de trois (03) tonnes de kif traités ont été saisies dimanche par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP) à Tindouf, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte

contre la contrebande et la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts soutenus visant à endiguer la propagation du fléau de narcotraffic dans notre pays, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a saisi, le 21 juin 2020,

une très grande quantité de kif traité s'élevant à 3 tonnes et 22 kilogrammes, et ce, suite à une patrouille de fouille et de recherche menée près de Oum Laachar, dans wilaya de Tindouf (3^{ème} Région militaire)", précise la même source. Par ailleurs, un

détachement de l'ANP "a arrêté, à Bordj Badji Mokhtar (6^{ème} RM), cinq (05) individus et saisi 5 groupes électrogènes et 3 matériaux piqueurs servant dans les opérations d'orpaillage illicite", tandis que des Garde-côtes "ont mis en échec des tentatives

d'émigration clandestine de 57 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, à Oran (2^{ème} RM). De même, neuf (09) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Bordj Badji Mokhtar et Tlemcen".